

Comité départemental d'éducation pour la santé de L'Aude

Membre de l'Instance régionale d'éducation pour la santé (IREPS) du Languedoc-Roussillon

Rapport d'activité 2012

31 Bd Omer Sarraut - 11 000 CARCASSONNE Tél. 04.68.71.32.65

Courriel: codes | | @wanadoo.fr Site Internet: www.codes | | .com

Table des matières

Table des matières	2
Le mot du président	4
Le réseau des Comités d'éducation pour la santé	6
Nos valeurs	6
Les principes de fonctionnement	7
Participation du Codes 11 au réseau IREPS Languedoc Roussillon	9
Le CODES II	10
L'équipe du CODES II en 2012	П
Les partenaires financiers	12
Le centre de ressources documentaires	13
La documentation	13
La diffusion	28
La communication	31
Perspectives 2013	34
Les programmes régionaux et leurs déclinaisons dans le département de l'Aude	35
La Convention d'Objectifs et de Moyens (COM)	36
Axe 1	38
Axe 2	41
Axe 3	43
Axe 4	45
Projet INPES : Développement du pôle régional en éducation pour la santé en Languedo Roussillon	
Axe "Formation"	49
Axe "Conseil méthodologique"	52
Axe "Documentation"	53
Axe "Communication"	54
Programme Santé des Jeunes 15-25 ans – Conseil régional (CR) Languedoc-Roussillon _	55
Manger, bouger pour mieux grandir	63
Les programmes départementaux	65
Nutrition santé Tout un programme	66
Santé et bien-être dans nos quartiers	70
Bien-être et estime de soi	73
Projet tabac quartier La conte	73
Vie affective et sexuelle en milieu rural	78
Ateliers santé Maison d'arrêt de Carcassonne	80
PDASR : Plan départemental d'éducation à la sécurité routière	82

Nutrition et précarité	85
Formations initiales et continues, interventions dans le cadre de manifestation prestations à la demande	ns et 88
Action de prévention de l'hygiène bucco-dentaire_M'T dents	89
Participation au jury des BTS section médico-sociale au Lycée Jules Fil à Carcassonne _	90
Interventions au Lycée de Pezens	91
Interventions dans le cadre de manifestations et événements santé	92
Formations continues des membres de l'équipe	93

Le mot du président

L'année 2012 a été pour le CODES 11 une année de transition.

Notre président, le docteur Pierre Dufranc, a souhaité mettre fin à ses fonctions et m'a engagé à prendre le relais de son action. Ce changement a été approuvé par le conseil d'administration du 9 mai 2013, et a entraîné une réorganisation du bureau de l'association.

Les modifications importantes intervenues dans l'organisation régionale de l'éducation pour la santé et la promotion de la santé ont fait de 2012 une année charnière.

Les nouvelles relations avec l'Agence Régionale de Santé se sont concrétisées par la signature d'une Convention d'Objectifs et de Moyens, qui est venue remplacer la réponse ponctuelle aux appels à projet jusqu'ici proposés par l'ARS. Ainsi, tout en achevant les projets acceptés l'année précédente, le CODES II a mis en œuvre le contenu de cette convention en se portant en appui de la délégation territoriale de l'ARS sur les objectifs fixés: mise en œuvre du panier de service, parcours santé mentale, santé-environnement, et développement du programme nutrition. Cette organisation nouvelle a entraîné de part et d'autre une fructueuse collaboration. Les résultats en sont satisfaisants et une nouvelle convention est en cours de finalisation.

Le pôle régional de compétences, sous la direction de son comité de pilotage et de l'ARS a répondu au cahier des charges de l'INPES dont il a obtenu l'agrément, en déployant ses divers axes destinés à fédérer les acteurs impliqués dans le champ de l'éducation pour la santé et la promotion de la santé. Le CODES II, membre du pôle, a co-animé l'axe « documentation » et participé à la structuration de cette activité au plan régional. Au niveau départemental, il a agi, avec d'autres partenaires, dans le cadre des axes « formation », « communication » et « conseil méthodologique ».

Notre approche globale de la santé et notre organisation territoriale nous permettent de répondre aux demandes départementales qui nous sont faites dans les domaines correspondant à nos missions, en particulier la documentation, l'appui méthodologique aux porteurs de projet, la formation et la coordination des professionnels sur le terrain. Ces demandes proviennent d'institutions ou de collectivités territoriales qui nous soutiennent : Conseil Général, mairies, communautés de communes, préfecture, ministère de la justice, éducation nationale, organismes de protection sociale et de cohésion sociale.

Les programmes régionaux mis en œuvre par le Conseil Régional ont été déclinés dans le département sous forme d'actions de terrain, notamment en direction des jeunes de 15 à 25 ans, par l'intermédiaire des modules santé, de la formation des professionnels, et d'un appui aux porteurs de projet.

Au plan régional, le CODES II, membre de droit de l'IREPS, y occupe la place qui lui revient. Il a participé par l'intermédiaire de ses administrateurs à la réorganisation de cette instance régionale. L'équipe du CODES II est insérée dans le réseau constitué par l'IREPS et les comités départementaux, ce qui donne lieu à de fructueux échanges de pratique et à une collaboration étroite sur des projets régionaux. L'organisation et la cohérence de ce réseau seront renforcées en 2013.

Ce rapport vous présente l'ensemble de nos activités durant l'année 2012.

Docteur Gilles Morlock

Ce rapport couvre la période du ler janvier au 31 décembre 2012 et expose les grandes lignes de l'activité de notre Comité.

Il a été rédigé à l'attention de nos financeurs et de tous ceux qui, dans le département de l'Aude, participent à l'éducation pour la santé et à sa promotion.

Qu'ils trouvent ici nos remerciements pour l'aide morale et financière qu'ils nous apportent.

Ce document présente l'ensemble des actions engagées.

Cependant, vu l'importance des programmes mis en œuvre,
leur présentation est ici très synthétique.

Toutefois, un dossier réalisé pour chaque programme est disponible sur simple demande.























SPIP

Le réseau des Comités d'éducation pour la santé

Le Codes I I fait partie du réseau des Instances Régionales d'Education et de Promotion de la Santé (IREPS) fédéré par la Fédération Nationale d'Education Pour la Santé (FNES).

Un comité régional et cinq comités départementaux (CODES) constituent l'IREPS Languedoc Roussillon.

Nos valeurs

Une vision globale de la santé

Les membres du réseau partagent l'idée, à l'instar de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), que la santé peut être considérée comme une ressource pour agir et non pas simplement comme l'absence de maladie.

La diversité des déterminants de la santé est reconnue, qu'ils soient génétiques, psychologiques, sociaux, culturels, économiques, politiques, écologiques ou philosophiques. Chaque individu, bien que libre et responsable, n'a pas la capacité, seul, d'agir sur l'ensemble de ces déterminants.

Le respect des équilibres individuels et sociaux





Les habitudes de vie de la population sont le résultat de l'adaptation à ses conditions de vie et des différentes influences sociales. Ces habitudes, quelles qu'en soient les conséquences sur la santé, peuvent-être des facteurs de qualité de vie individuelle ou de cohésion sociale. La nécessité de respecter ces équilibres impose la prudence quand les populations sont invitées à réfléchir sur d'autres choix de vie, meilleurs pour la santé du point de vue du technicien. Dans cet état d'esprit, il convient de promouvoir le respect de l'homme et de son évolution, et d'accompagner les éventuels déséquilibres causés par des changements de style de vie.

La démarche globale de la promotion de la santé

Le réseau s'appuie sur les conceptions de la promotion de la santé définies par l'OMS (Charte d'Ottawa, 1986). Ne s'inscrivant pas dans une optique de médicalisation de la société, la prévention ne peut se limiter à éloigner tel ou tel danger pour la santé. Une réflexion globale sur la santé est nécessaire à tous les niveaux de décision, qu'ils soient individuels ou collectifs. Les membres du réseau dépassent donc progressivement les approches thématiques parcellaires, pour les intégrer à des approches globales de la promotion de la santé et développer la responsabilité des personnes et des groupes.

Une perspective de responsabilisation



Rejetant les méthodes injonctives et normalisatrices, le réseau fonde son action sur la responsabilisation et l'éclairage des choix.

■ Une approche participative



Le réseau prône la participation de la population comme fondement de l'action, c'est-à-dire que la participation effective de la communauté est sollicitée dans chaque action mise en œuvre au stade même de la définition des objectifs. Les personnes et les groupes sont reconnus comme détenteurs d'un savoir et de compétences sur la santé, et libres de faire leurs propres choix en matière de bien-être.

Un souci démocratique

Le réseau facilite par tous les moyens l'expression de la population sur ses problèmes de santé. Il suscite et soutient les initiatives avec un esprit ouvert et créatif. Le contenu des actions entreprises est partagé, négocié avec la population.

■ Un investissement pour l'ensemble de la population et une lutte contre les inégalités

Le réseau participe à la lutte contre les inégalités face à la santé en œuvrant pour l'ensemble de la population et en portant une attention particulière aux actions de développement social. Une bonne santé est à la fois condition et conséquence d'une bonne intégration sociale. Les membres du réseau portent un intérêt identique à chaque personne, quels que soient l'âge, le sexe, l'identité culturelle, l'origine ethnique, l'appartenance idéologique.

Les principes de fonctionnement

Fondant sa démarche sur les valeurs précédemment énoncées, les membres du réseau cherchent à mettre en œuvre ensemble les principes de fonctionnement suivants :

Le Réseau des Comités d'éducation pour la santé est une organisation qui favorise des échanges sur la base de valeurs partagées et vise à structurer l'éducation pour la santé autour de critères de qualité des pratiques.

Le Réseau agit pour :

- Faire reconnaître la place et le rôle de l'éducation pour la santé en France dans le champ de la santé publique.
- Assurer le développement de l'éducation pour la santé au service des objectifs de santé publique, en liaison avec les services des ministères concernés (Santé, Travail et Affaires sociales, Education

nationale etc.) et de leurs services déconcentrés, les partenaires locaux (Conseils régionaux et généraux, Mairie...) et les organismes de protection sociale.

- Promouvoir l'éducation pour la santé en faveur du développement de la citoyenneté.
- Garantir l'existence sur tout le territoire d'un savoir-faire professionnel pour les acteurs de l'éducation pour la santé.
- Le Réseau s'inscrit dans une démarche d'amélioration permanente de l'efficacité et de la qualité des actions d'éducation pour la santé, de leur cohérence et de leur visibilité, ce qui se traduit par les sous objectifs suivants :
- Permettre aux différents acteurs des comités d'éducation pour la santé de se connaître et de mener une réflexion commune.
- Mutualiser leurs compétences et harmoniser leurs actions.
- Professionnaliser leur activité et labelliser leurs interventions notamment en adhérant au référentiel de qualité des actions d'Education Pour La Santé élaboré par la FNES.
- Favoriser les actions nouvelles conçues dans un esprit de partenariat.

Le Réseau est fondé sur :

- Une mission d'intérêt général,
- La territorialité (une IREPS et ses comités départementaux),
- L'autonomie des différentes structures adhérentes,
- Des principes de subsidiarité et de complémentarité et un engagement à répondre, dans la limite des ressources et de compétences, à des priorités et à des objectifs communs.

Chaque structure adhérente engage le réseau par ses activités, ses principes d'action, ses prises de position ; celles-ci ne pourront être contradictoires avec les valeurs et les objectifs du réseau.

Les membres du réseau s'engagent à coopérer autant que possible avec tous les autres dispositifs d'éducation pour la santé. Ils s'engagent prioritairement à répondre aux démarches entreprises par les autres membres du réseau pour mutualiser des savoir-faire, tout en respectant la contribution de chacun.



Participation du Codes II au réseau IREPS Languedoc Roussillon

- Des réunions téléphoniques des directeurs ont lieu chaque mois.
- Des journées d'échange réunissant les équipes et les administrateurs de l'IREPS LR sont organisées régulièrement, notamment le séminaire annuel de deux jours, En 2012, il a eu lieu à Perpignan, les 9 et 10 juillet, c'est le Codes 66 qui l'a organisé. Ces temps forts nous permettent de confronter nos pratiques mais également de discuter ensemble de notre positionnement dans le paysage en pleine transformation de la santé publique.
- Des réunions de coordination de projets régionaux, déclinés sur les départements, réunissent l'IREPS LR et les CODES : programme sur la santé des jeunes du Conseil Régional.
- Des réunions régulières des documentalistes ont lieu dans le souci d'harmoniser les pratiques documentaires
- Des réunions de travail IREPS/CODES ont eu lieu pour élaborer des outils communs dans le cadre de la convention d'objectifs et de moyens signée avec l'ARS.

Le CODES II

L'activité du CODES répond à six missions de base :

- I- Accueillir, informer et mettre à la disposition du public ses ressources documentaires.
- 2- Dispenser un conseil méthodologique aux acteurs locaux pour la mise en place, la conduite et l'évaluation de leurs projets.
- 3- Relayer dans le département de l'Aude les campagnes nationales de prévention.
- 4- Développer des programmes et des actions prioritaires adaptées aux besoins des territoires.
- 5- Veiller et contribuer au développement de la formation initiale et continue en éducation pour la santé.
- 6- Participer à la politique départementale de santé publique en participant aux travaux des diverses commissions

Le conseil d'administration du CODESII est constitué de 8 membres :

- Docteur Gilles MORLOCK, Président
- Docteur Pierre Dufranc, Vice-président
- Docteur Sylvain Condouret, Vice-président
- Monsieur Pierre Martignole, trésorier
- Monsieur Jean-Jacques DELORT, secrétaire
- Monsieur Joël BERTIN
- Docteur Philippe PEYTOUR
- Docteur Françoise AUSSILLOUX

L'équipe du CODES II en 2012



Marie-Christine SABADIE
Directrice



Maïré MARURAI Chargée de projets



Elodie LAGNEAUX Chargée de projets



Sophie CONEJERO Chargée de projets



Valérie BONNET-COLL remplacée par Séverine KOEHL de mars 2011 à mars 2012

Documentalistes

Les partenaires financiers

Les collectivités territoriales : 36%

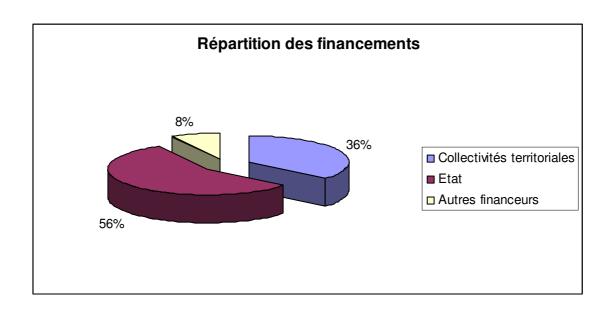
- Conseil général
- Conseil Régional
- Municipalités de Carcassonne, de Castelnaudary, de Narbonne
- Agglos de Carcassonne et de Narbonne

L'état : 56%

- ARS
- INPES
- ACSE
- CPAM
- Sécurité Routière
- Ministère de justice : SPIP, PJJ

Les autres financeurs: 8%

Prestations de services



Le centre de ressources documentaires

La mission « accueil du public et des professionnels » donne lieu à la mise à disposition des ressources documentaires, à leur actualisation régulière dans le domaine de la promotion de la santé, de la prévention et de l'éducation pour la santé. Cette mission est commune aux six comités de la région Languedoc-Roussillon.

Chaque comité s'engage à :

- développer un fonds documentaire en éducation pour la santé et en promotion de la santé en lien avec les politiques nationales et locales,
- promouvoir le fonds documentaire de leur comité,
- organiser et traiter leur fonds documentaire,
- documenter les utilisateurs de manière adaptée en fonction de leur niveau et de leur besoin.

La mission de base du Centre de documentation du CODES II est d'accueillir et documenter le public, relayer les campagnes nationales de promotion de la santé émanant du ministère ou de l'INPES.

Ainsi la documentaliste anime, actualise et gère le fonds documentaire généraliste en éducation pour la santé et en santé publique, assure une veille documentaire et répond aux demandes d'appui documentaire du public, des professionnels et des chargés de projets du comité.

Des prestations individualisées (recherche de documents, sélection bibliographique ou veille thématique) sont proposées à l'attention des professionnels ou des particuliers.

Le fonds documentaire couvre les grandes thématiques directement liées aux priorités régionales de santé publique (PRSP) et aux grands plans nationaux : éducation pour la santé (SREPS), méthodologie de projet, santé des jeunes, santé et précarité (PRAPS) nutrition (PNNS), cancer, hygiène buccodentaire, accidents de la vie courante, contraception, vaccination, souffrance psychique, parentalité...

Le centre de ressources documentaire du Codes est en grande partie financé par le Conseil Général de l'Aude, par l'ARS et l'INPES.

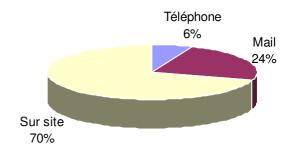
Les chiffres de la fréquentation du Centre de Ressources du Codes I I

Personnes documentées en 2012

Nous avons accueilli et documenté **602** personnes en 2012, dont :

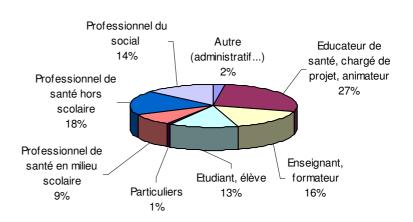
- 422 sur place,
- 144 par courriel,
- 36 par téléphone.

Sans compter les personnes informées lors des différents stands.



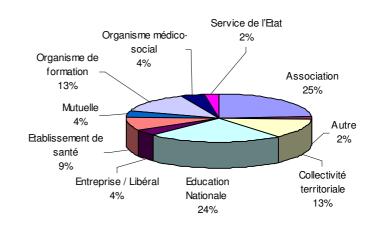
Catégorie professionnelle des usagers

Catégories socioprofessionnels des	
usagers	
Autre (administratif)	14
Educateur de santé, chargé de	
projet, animateur	163
Enseignant, formateur	96
Etudiant, élève	80
Particuliers	5
Professionnel de santé en milieu	
scolaire	52
Professionnel de santé hors	
scolaire	110
Professionnel du social	82
TOTAL	602



Type de structures

Type de structures	
Association	145
Autre	10
Collectivité territoriale	79
Education Nationale	142
Entreprise / Libéral	25
Etablissement de santé	54
Mutuelle	26
Organisme de formation	81
Organisme médico-social	25
Service de l'Etat	15
TOTAL	602



Statistiques 2012

Professionnels: 602

Grand public: 250 (environ sur les stands)

Total 852

 Petite enfance :
 99

 Enfance :
 205

 Insertion :
 76

 Handicapés :
 14

 Séniors :
 71

 Autres :
 387

 Total
 852

La documentation

En 2012 a Séverine Koehl a remplacé Valérie Coll jusqu'au 31 mars 2012. Valérie Coll a repris son poste à mi-temps thérapeutique du 1^{er} mai au 31 décembre 2012, les tâches réalisées ont donc été allégées en 2012 mais reprendront normalement en 2013.



Situé au 31 boulevard Omer Sarraut, le Centre de documentation dispose d'un espace spacieux, dans lequel les usagers peuvent consulter sur table ou encore visionner des documents.

Le fonds documentaire

Le Centre de documentation du CODES II sert de relais pour la diffusion de l'information auprès des professionnels de santé et d'éducation mais aussi auprès des particuliers désireux de s'informer sur des sujets de santé. Il propose un ensemble de documents permettant au public de toujours disposer de ressources actualisées, fiables et pertinentes. Le développement constant du fonds documentaire est le fruit d'une veille permanente et d'un traitement documentaire régulier.

Rappel de la composition du fonds :

Une médiathèque

Les usagers a la possibilité de consulter sur place et d'emprunter pour une période de trois semaines des dvd, cd-rom, outils pédagogiques, cassettes vidéo, audio,... moyennant une caution fixée à 30€ par document.

Une bibliothèque

Les usagers peuvent consulter sur place ou emprunter des ouvrages, études et rapports, périodiques (plus de 46 abonnements), article de presse, mémoires, répertoires et catalogues,....

Des brochures, dépliants, livrets et affiches

Ces documents traitent de nombreux thèmes de santé. Ils sont diffusés gratuitement et sont pour la plupart édités par l'INPES. La documentation du CERIN et des Assureurs Prévention Santé participe également à enrichir ce fonds.

Abonnements disponibles au 31 déc. 2012 papier et/ou électronique (@)

Santé généralités et données épidémiologiques	
Adème & vous ADEME – mensuel – environnement, santé	@
Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) Institutr national de veille sanitaire (INVS) – hebdomadaire – données épidémiologiques de santé	@
Consommation et mode de vie Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) – mensuel – études socio-économiques	@
Équilibres Institut national de prévention et d'éducation à la santé (INPES) – trimestriel – santé	@
Études et résultats Ministère de la santé – hebdomadaire – statistiques de santé	@
Le Flyer Réseau Ville Hopital (RVH) – irregulier - médical	@
INSEE Première Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) — hebdomadaire — statistiques économiques	@
La Lettre de la Commission de sécurité des consommateurs Commission de la sécurité des consommateurs (CSC) – bimestriel – santé et sécurité des consommateurs	@
La Lettre de l'institut national du Cancer Institut national du cancer – mensuel - cancer	@
La Lettre d'information électronique Insee L@nguedoc-Roussillon INSEE LR - mensuel – statistiques régionales économiques	@
La Santé de l'homme INPES – bimestriel – santé généralité	papier @
Lettre d'information en santé au travail Santé-travail-paca.fr – hebdomadaire – santé et travail	@
Lir'Actions	@

Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé Languedoc-Roussillon (IREPS LR) – irrégulier – santé généralité	
Pratique et organisation des soins Caisse nationale d'Assurance maladie – trimestriel – système de soins	@
Priorité santé Comité régional d'éducation pour la santé (CRES) PACA – 3 fois/an – santé généralité	@
Question d'économie de la santé Institut de recherche et documentation en éducation pour la santé (IRDES) — mensuel — statistiques de santé	@
Science et santé Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) — irrégulier - médical	@
Territoires et santé Contact santé, ORS Nord-Pas-de-Calais – bimestriel – santé généralité, à destination des élus	@

Addictions	
Addictions Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (ANPAA) — 3 fois/an — alcool, addictions	@
Les Cahiers de l'IREB Institut de recherche scientifiques sur les boissons (IREB) – annuel - alcool	@
La lettre de la MILDT Mission interministérielle de lutte contre les drogues et la toxicomanie (MILDT) – mensuel - drogues	@
Objectif drogues Office européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) – irrégulier - drogues	@
Tendances Office français des drogues et des toxicomanies – irrégulier – données épidémiologiques drogues	papier @

Nutrition	
Alimentation, santé et petits budgets Centre de recherche en information nutritionelle (CERIN) – trimestriel – alimentation, précarité	papier @
Cholé-doc Centre de recherche en information nutritionelle (CERIN) – bimestriel – sciences de la nutrition	papier @
Consultation Nutrition NutriMarketing – mensuel – sciences de la nutrition	@
Équation Nutrition Agence pour la recherche et l'information en fruits et légumes frais (APRIFEL) — mensuel - nutrition	papier @
Grain de sucre Centre d'étude et de documentation sur le sucre (CEDUS) – trimestriel - nutrition	papier
Nutri-doc Centre de recherche en information nutritionelle (CERIN) – bimestriel - nutrition	papier @
Objectif nutrition Institut Danone – trimestriel - nutrition	papier @
Topo Institut national de santé publique du Québec — irrégulier - nutrition	@

Populations défavorisées	
Maux d'exil Comité médical pour les exilés (COMEDE) – trimestriel – santé des populations précaires	papier @
Rhizome Observatoire des pratiques en santé mentale et précarité (ONSMP) – irrégulier – santé mentale et précarité	papier @

Sexualité / VIH	
Action Act Up – bimestriel – Sida, VIH	@
Ca Sexprime Santé et services sociaux du Québec – semestriel – éducation à la sexualité des jeunes	papier jusque 2010 @
Remaides AIDES – trimestriel – VIH, hépatites virales	papier @
Tetu+ Tetu – annuel – Sida, VIH	papier

Éducation / Éducation et promotion de santé	
Avenir PJJ Ministère de la justice et des libertés — trimestriel — justice, jeunesse	@
Bruxelles santé ASBL Question santé - trimestriel – promotion de la santé, méthodologie	@
Échos des labos IREPS Bretagne – irrégulier – méthodologie en éducation et promotion de la santé	@
Éducation santé Alliance nationale des mutualités chrétiennes (BE) — mensuel — promotion de la santé	@
Prisme informe Promotion des initiatives sociales en milieu éducatifs (PRISME) — mensuel - éducation	@
Questions vives, recherches en éducation Université de Provence – semestriel – éducation, formation	@
Promouvoir la santé à l'école Fédération Wallonie-Bruxelles, direction de la santé (BE) – trimestriel – promotion de la santé	@
Repères pour agir en promotion de la santé LH Conseil – irrégulier – promotion de la santé	@
Spectra Office fédéral de santé publique (CH) – mensuel – promotion de la santé, prévention	@

La base de données documentaire BIB BOP (projet INPES)



BIB-BOP est, outre une base de données librement accessible, un outil documentaire conçu pour permettre aux comités de gérer leur documentation dans un espace d'administration en Intranet.

BIB et **BOP** sont toutes les deux conçues à partir d'un réservoir collectif de données qui permet à chaque comité d'accéder à sa propre base de données. Elles font alors fonction d'outils de gestion documentaire permettant d'enregistrer des documents, d'effectuer des prêts et des réservations, de

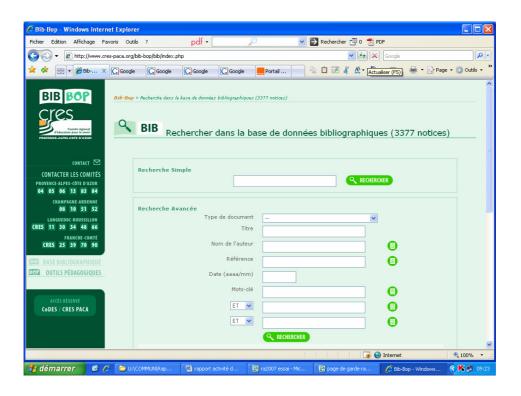
réaliser des recherches documentaires, d'éditer des listes de références, d'enregistrer des historiques de recherche dans des paniers.

BIB est une base de données bibliographiques ; elle contient à ce jour 11 811 références d'ouvrages, revues, articles de revues, rapports, mémoires, usuels, didacticiels.

BOP est une base d'outils pédagogiques ; elle contient à ce jour 2 377 références de vidéo-DVD, jeu, photolangage, mallette pédagogique, diapositives, etc.

Le Centre de documentation du CODES II, comme l'ensemble de ceux du réseau IREPS/CODES du Languedoc-Roussillon, a harmonisé ses pratiques documentaires et rejoint les Cres/CODES de Paca, de Champagne-Ardenne, de Franche Comté, Midi-Pyrénées et Haute Normandie en intégrant les bases de données Bib-Bop (BIB pour Base de données **Bib**liographiques et BOP pour **B**ase d'**O**utils **P**édagogiques) créées spécifiquement pour l'éducation pour la santé par l'IREPS LR.

Les fonds documentaires du CODES II sont ainsi progressivement intégrés au réservoir commun et cela permet un accès en ligne aux professionnels et aux étudiants qui travaillent autour des questions d'éducation et de promotion de la santé. La plus-value ainsi apportée par l'offre documentaire permet d'améliorer la qualité des actions et les compétences des acteurs du département et de la région.



Les statistiques nationales de connexions à BIP-BOP l'ensemble des sites sont en augmentation et représentent :

- 28 178 visites (augmentation de 30% par rapport à 2011)
- 15 021 visiteurs uniques dont 51,76% de nouveaux visiteurs (augmentation de 51% par rapport à 2011)
- 3 696 recherches effectuées dans BOP (augmentation de 23% par rapport à 2011)
- 2 377 recherches effectuées dans BIP (augmentation de 18% par rapport à 2011)

La base BIP-BOP pour le département de l'Aude, comprend 3 183 notices et plus précisément :

■ BIB comporte 2 830 notices de documents (ouvrages, dossiers de presse, dossiers

- documentaires, études et rapports, textes de loi, mémoires, répertoires et catalogues, une partie des articles de presse...) dont **395 nouvelles notices.**
- BOP compte **353 notices d'outils pédagogiques** (dvd, cd-rom, outils pédagogiques, cassettes vidéo, audio,...) dont **73 nouvelles notices**.

L'activité documentaire

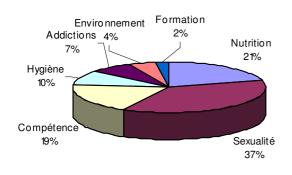
Accueil et prêt

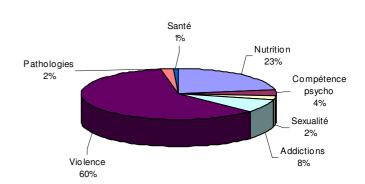
En 2012 **348 personnes** ont été renseignées. Les motifs de ces demandes sont variés : besoin d'information en vue d'une action de santé, d'un travail scolaire, d'un besoin personnel, présentation du centre de documentation...

211 documents et 145 outils pédagogiques ont été prêtés aux usagers, soit 356 prêts.

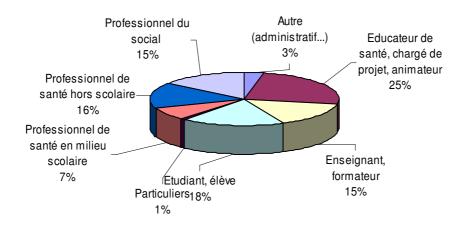
Thématiques des outils empruntés

Thématiques des ouvrages empruntés

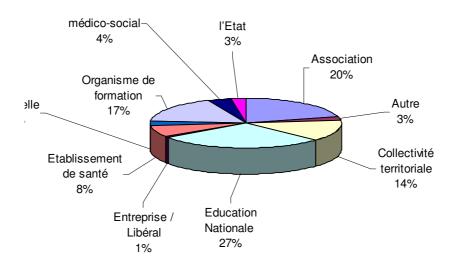




Type de public



Type de structure



Produits documentaires

56 recherches documentaires externes ont été réalisées en 2012 et portent principalement sur la nutrition, les violences, la sexualité et les addictions sans produits.

L'activité documentaire sert également aux chargées de projets. En effet, recherches, veilles, réalisation ou réactualisation de dossiers de travail, de dossiers documentaires, de bibliographies sont autant d'éléments qui enrichissent les actions et formations de ces derniers. Cela représente 12 recherches documentaires et dossiers de documents en interne.

58 bibliographies portant sur des thématiques précises ou ciblant des publics particuliers ont été transmises. Une bibliographie est systématiquement proposée lors de chacune des demandes documentaires.

Enfin de **nouveaux produits documentaires** ont diffusés cette année dans le but de promouvoir et de perpétuer la visibilité au niveau départemental du Centre de documentation et de son fonds. Ainsi ont été publiées jusqu'en mars 2012 :

- la newsletter mensuelle « Quoi de neuf doc' »
- la revue de presse hebdomadaire et thématique diffusée sur le blog uniquement
- la revue mensuelle régionale des sommaires des périodiques, fruit de la nouvelle collaboration entre l'IREPS et le CODES.

Ces produits ont été abandonnés en avril 2012 au bénéfice de la newsletter régionale : **Dock en stock** réalisée par les documentalistes du réseau IREPS / Codes du Languedoc-Roussillon.

Un projet de Veille documentaire sur la santé mentale des adolescent, demandé par la Direction territoriale de l'Aude de l'ARS est en cours. Les étapes préparatoires à cette veille très spécifiques ont été réalisées en 2012 (cf la Partie Convention d'Objectif et de Moyen 2012 : Santé mentale)



Doc en stock: La lettre de toutes les nouveautés documentaires



« Doc en stock » est un bulletin bimestriel d'information diffusée par courrier électronique aux acteurs départementaux ; elle est également diffusée sur le blog au format Pdf.

Cet outil est réalisé en mutualisant la veille documentaire réalisée par chacun des cinq comités de la région et est très largement diffusé à nos partenaires audois et à ceux de la région Languedoc-Roussillon.

Ce produit unique et commun à l'ensemble des comités de la région remplace les anciens produits documentaires existants et notamment la newsletter Quoi de neuf doc', conçue par le Centre de ressource du Codes II.

Ce bulletin bimestriel d'information vous permettra de repérer les documents disponibles dans les centres de ressources du CODES II et des comités de la région et d'identifier les documents disponibles en ligne.

Au sommaire, on trouve : des outils pédagogiques, des ouvrages, des périodiques, les campagnes de l'INPES, les brochures et affiches ainsi qu'un agenda.

En 2012, 3 numéros ont été publiés en juillet, septembre et novembre. Ils ont été envoyés à 150 contacts audois.

Pour consulter les numéros parus en 2012, consultez le site du Codes II ou cliquez sur les numéros :

- * Doc en Stock n°1, Juillet 2012
- Dock en Stock n°2, Septembre 2012

 Dock en Stock n°3, Décembre 2012



La veille documentaire

La veille documentaire est automatisée afin de rassembler plus d'information et de la traiter plus rapidement. En plus du dépouillement des périodiques et des newsletters électroniques, l'outil **Google Reader** est utilisé pour réaliser la veille. Celle-ci permet l'enrichissement régulier du fonds documentaire grâce à une surveillance constante des actualités intéressant les chargées de projet, les partenaires du CODES II et les usagers du centre de documentation. Les nouveaux documents sont intégrés à la base de données du Codes II : BIB-BOP.

L'analyse d'outil pédagogique (projet INPES)

Le CODES II a analysé et évalué l'outil pédagogique Alcool par ci, alcool par là: un peu, beaucoup, à la folie, pas du tout! en collaboration avec des professionnels des thématiques abordées et des publics touchés.

Pour cela a été utilisé le référentiel de qualité de l'INPES : les modalités d'analyse sont communes pour tous les sites, et la même grille d'analyse issue du référentiel sert de support. Une fois ces analyses achevées, elles sont retournées à l'INPES qui en fait la relecture puis les renvoie au site concepteur pour modification et finalisation ; une fois corrigées elles sont validées.

Ces analyses permettent d'alimenter la pédagothèque santé de l'INPES.

Les objectifs de ces analyses sont d'aider les professionnels à choisir les outils pertinents pour leurs actions de promotion de la santé ; les aider à identifier les limites de certains outils et à favoriser la vigilance.

Alcool par ci, alcool par là: un peu, beaucoup, à la folie, pas du tout!

L'exposition est composée de 10 grandes affiches représentant une mise en scène d'adolescents dans un contexte de consommation d'alcool, les invitant à réfléchir sur leurs représentations de l'alcool et de ces usages, à analyser leurs comportements et les influences qu'ils peuvent subir. Un guide méthodologique accompagne l'outil, afin de fournir aux acteurs de prévention des pistes pour organiser des séances de sensibilisation et ajuster ou approfondir leurs propres connaissances.

Cette exposition dont le thème est la prévention des risques liés à l'alcool pour les jeunes de 11 à 15 ans, a été analysée au Codes 11 le 13 mars 2013 par :

- Jérôme RIFFE, Directeur ANPAA II
- Carole DES, Policier formateur anti-drogues, Commissariat de Carcassonne
- Sylvie BOUREL, infirmière, CSAPA CH Carcassonne
- Mairé MARURAI, chargée de projets, Codes II
- Séverine KOEHL, documentaliste, Codes II
- Emilie BEC, documentaliste, IREPS LR

Les acquisitions 2012

La liste des **395 nouveaux documents et des 73 nouveaux outils** est disponible sur simple demande auprès de la documentaliste.

Les journées de formation et les stands de documentation

Des bibliographies ont été réalisées et remises aux participants pour chacune des journées de formation réalisées.

I 2 journées de formation en éducation pour la santé financées par le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon

- Les 2, 23 et 30/03/ 2012, Formation Estime de soi à Carcassonne, 13 participants, 3 jours
- Le 24/04/2012, Journée interdépartementale Aude / PO à Narbonne, **Pour un projet réussi** misez sur l'approche participative !,14 participants, I jour
- Le 7/06/2012, Journée interdépartementale Aude/Pyrénées-Orientales à Narbonne, **Développer les compétences psychosociales des jeunes. Des clés pour agir**, 21 participants, I jour
- 26 et 27/11/2012, Formation contraception à Narbonne, 15 participants, 2 jours
- 10 et 11/12/2012, Formation contraception à Narbonne, 15 participants, 2 jours
- 23/11 et 7 et 21/12/2012, Formation Estime de soi à Narbonne, 3 jours

7 journées de formation en éducation pour la santé au sein du Pôle régional de Compétence.

Pour ces journées une bibliographie thématique à été réalisée et remise à chaque participant sous forme de CD. Une présentation des bases et banques de données et d'outils pédagogiques et une présentation d'outils pédagogiques ont également été réalisées lors de chacune des formations.

Ces journées de formation sont financées par le Pôle régional de Compétence. Elles ont pour objectif d'améliorer et de renforcer les actions d'éducation pour la santé mises en œuvre dans le département de l'Aude.

- Le 24/01/2012, Journée Analyse des besoins, Carcassonne, 12 participants
- Le 07/02/2012, **Journée Maladies infectieuses et transmissibles**, Carcassonne, 18 participants
- Le 28/02/2012, Journée Santé mentale, Carcassonne, 19 participants
- le 13/03/2012, Journée Addictions, Carcassonne, 20 participants
- Le 24/05/ 2012, **Journée Promotion pour la santé et développement durable**, Carcassonne, 22 participants
- Le 18/12/2012, Journée Santé mentale à Quillan, 17 participants
- Le 20/12/2012, Journée Addiction à Lézignan-Corbières, 13 participants

20 Relais des campagnes & stands de documentation

- Le 31/03/2012 : I stand tenu **Parcours du Cœur**, Carcassonne
- Le 12/04/2012 : I stand tenu **Capital Santé Dépistages**, Carcassonne
- Le 23/04/2012 : I stand tenu Formation des assistantes familiales du Conseil Général de l'Aude à Limoux
- Le 2/06/2012 : I stand tenu **Fête du quartier Grazailles**, Carcassonne
- Le 4/06/2012 : I stand tenu **Journée Précarité**, Carcassonne
- Le 8/06/2012 : I stand tenu Forum des personnes âgées à Conques
- Le 9/06/2012 : I stand tenu **Fête du quartier La Conte** sur la nutrition à Carcassonne
- Le 16/06/2012 I stand tenu **Fête du quartier Viguier**, Carcassonne
- Le 22/06/2012, I stand auprès des salariés de la Comuhrex à Narbonne sur la thématique des addictions, 50 salariés
- Le 23/06/20121 stand tenu, La Bastide Madame Nutrition à Rouffiac
- Le 06/07/2012, Semaine fraich'attitude : I stand tenu à Carcassonne
- Le 10/09/2012 : I stand tenu Formation des assistantes familiales du Conseil Général de l'Aude à Limoux
- Le 15/09/2012, I stand tenu, **Forum des associations** à Carcassonne
- Le 22/09/2012, Présentation du centre de ressources et des services proposés par le

Codes à Toutes les infirmières Scolaires de l'Aude. Carcassonne

- Le 22/09/2012, I stand tenu **Journée nationale Santez vous sport (EPGV)**, Villeneuve Minervois
- Les 30 et 31/08 et 1 et 2/09/2012, **Féria**: stand réduction des risques à Carcassonne
- Le 3/10/2012, I stand tenu Forum « Education au goût » (DRAAF), Montpellier

En 2011, la documentaliste est intervenue auprès des élèves et des professeurs de première année de **l'IFSI (Institut de formation en soins infirmiers) de Carcassonne** afin de leur présenter le Centre de documentation et les ressources mis à leur disposition.

Un stand à également été tenu lors du salon des éditeurs organisés par le CDDP de l'Aude (Centre de documentation départemental pédagogique). Cette journée a été l'occasion de renforcer et de faire connaître le Centre de documentation et son fonds documentation aux professeurs, du primaire au secondaire.

En 2012, la documentaliste ayant repris le travail à mi-temps thérapeutique de mai à décembre 2012, ces interventions n'ont pas pu avoir lieu, faute de temps, mais elles seront pérennisées en 2013.

Travail documentaire au sein du réseau

Les documentalistes du réseau IREPS/CODES ont poursuivi en 2012 les réunions de travail ayant pour objet l'harmonisation des pratiques documentaires.

La documentaliste du Codes II, avec la documentaliste de l'IREPS LR, ont été nommées animatrices de l'axe Documentation du <u>Pôle Régional de Compétences en Education et promotion de la santé du Languedoc-Roussillon</u>.

Réunions et travail réalisé pour l'animation de l'Axe Doc du Pôle de Compétences en Education et Promotion de la Santé

Les réunions du comité technique organisées au cours de l'année :

- Réunion I 10/05/12 Organisation des activités du Pôle, Codes II / Ireps
- Réunion 2 18/06/12 Organisation des activités du Pôle, Codes 11/ Ireps
- lundi 3 septembre 2012, Réunion téléphonique effecteur
- Réunion 3 12/09/12 Organisation des activités du Pôle, Codes 11/ Ireps
- Réunion 4 28/09/12 Formation à l'utilisation du site internet du Pôle en backoffice : Valorisation
- L'axe doc sur le site, Codes II, Ireps LR, Holisme, Camieg, Codes 30, Aides, Mutualité Française LR

Echanges de pratiques documentaires et formations Axe Documentation du Pôle

- Réunion le 24/09/2012, Creai/ORS, Codes 11, Codes 30, Codes 66, Codes 48, Ireps Ir
 - Les pratiques documentaires des différents membres du Pôle, Elaboration méthodologique des dossiers de documents à réaliser dans le cadre de l'axe formation du Pôle
- Réunion le 19/11/2012, Creai/ORS, Codes 11, Codes 30, Codes 66, Codes 48, Ireps Ir
 - .Bilan des objectifs et actions réalisés au sein de l'axe documentaires 2012
 - Les activités documentaires en lien avec l'axe communication (alimentation du site, participation aux publications)
 - Les activités documentaires en lien avec l'axe formation (La réalisation de bibliographies et de dossiers de documents, l'animation des ateliers documentaires
 - .La pédagothèque 2012 et propositions d'outils 2013 pour le prochain copil du Pôle

Réseau Ireps / Codes Languedoc-Roussillon : Réunion de coordination documentation et outils (BIB-BOP)

- Le 9/01/2012 : Codes 11, 48, 30, 66 et IREPS (Coordination documentation le matin et coordination Outils pédagogiques l'après midi)
- Le 13/02/12 : Codes 11, 48, 30, 66 et IREPS
- Le 12/03/2012 : Codes 11, 48, 30, 66 et IREPS
- Le 05/06/2012 : Codes 11, 48, 30, 66 et IREPS
- Le 02/07/2012 : réunion téléphonique, Codes 11, 48, 30, 66 et IREPS
- Le 10/07/2012 : Codes 11, 48, 30, 66 et IREPS
- Le 03/09/2012 : réunion téléphonique, Codes 11, 48, 30, 66 et IREPS

Réunions Inter-régionales BIB-BOP (Marseille)

- Les 21 et 22/06/12 : Codes 11, 48, 30, IREPS LR et les documentalistes des IREPS des régions Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Haute-Normandie, Midi-Pyrénées et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Travail documentaire au sein des autres réseaux

Le réseau LIEN : Le réseau régional des centres de ressources en éducation à l'environnement

Le GRAINE a mis en place un réseau de centres de ressources à l'éducation à l'environnement en Languedoc-Roussillon, le LIEN (Lieux d'Information sur la Nature et l'Environnement)

Objectif du réseau

Rendre plus facilement accessibles aux publics l'information, les documents, les outils, les savoirs et savoir-faire dispersés dans différentes structures et différents lieux.

Demandes

Elles sont diverses : répondre à une information ponctuelle, trouver l'outil pédagogique permettant d'animer une séance, aider à monter un projet, etc.

Publics concernés

Tous les professionnels de l'éducation à l'environnement et du tourisme de découverte :

- Enseignants,
- Animateurs,
- Formateurs.
- Les personnes travaillant dans des structures concernées par l'éducation à l'environnement.
- Les personnes travaillant dans des collectivités territoriales.
- Les personnes intéressées par l'éducation à l'environnement ou intéressées par la connaissance de leur environnement.

Fonctionnement du réseau

Le site du GRAINE est l'un des éléments de transmission de l'information.

Chaque structure s'engage à mettre à disposition des autres structures membres du réseau les documents et/ou outils pédagogiques à caractère régional qu'elle produira.

Un système de prêt entre personnes des structures adhérentes du réseau est à l'étude.

Des réunions permettent des rencontres thématiques périodiques et une réflexion collective sur des questions liées à l'éducation à l'environnement.

Un écrit entre les structures adhérentes a été signé, afin de formaliser les engagements de chacun.

Un maillage suppose d'avoir une ou plusieurs structures appui dans chaque département.

En 2012, plusieurs réunions ont été réalisées en vu d'organiser des rencontres autour de "L'information-documentation et l'EEDD".

Le Réseau Documentaire Sanitaire et Social Languedoc-Roussillon (RDSS-LR)

Depuis le milieu des années quatre vingt, un groupe de documentalistes initialement rattaché à l'ADBS a éprouvé le besoin de se connaître et de travailler ensemble. Ce regroupement professionnel a provoqué et favorisé le développement d'un réseau informel de collaboration et d'échange rassemblant une cinquantaine de documentalistes de structures très diverses spécialisées dans le domaine de la santé et du social.

Ce réseau favorise les rencontres entre organismes de statuts très variés, public et privé : universitaire, hospitalier, associatif, territorial... L'ensemble du réseau couvre des disciplines et des domaines divers tels que la recherche psychiatrique, les soins infirmiers, le travail social, le handicap, la prévention...

Ses objectifs sont de recenser les structures documentaires, de prendre connaissance des fonds respectifs et de leur complémentarité, d'enrichir les compétences entre documentalistes par des échanges d'expériences. L'ambition du réseau est d'orienter au mieux le public afin de lui fournir un service adapté à ses besoins.

Pour remplir ces missions, ce réseau se réunit périodiquement en séances plénières (au moins une fois par an). Indépendamment de ces réunions riches en échanges d'informations et présentations de réalisations, des petits groupes se réunissent sous forme d'ateliers pour l'évolution et les mises à jour des produits.

Les ateliers

- Atelier répertoire des périodiques
- Atelier Internet
- Atelier documents de travail
- Atelier métiers de la documentation
- Atelier création du site

Les produits

- Répertoire des périodiques mis à jour tous les deux ans
- Répertoire des sites régionaux mis à jour en continu
- Répertoire des sites concernant la presse régionale
- Liste des coordonnées des personnes du réseau avec un descriptif du service de documentation mis à jour deux fois par an
- Liste des documents de travail regroupés dans un classeur
- Liste des métiers de la documentation
- Conception et réalisation du site du réseau

La documentaliste n'a pas en 2012 participé aux réunions organisés par le réseau LIEN (Lieux d'information sur la nature et l'environnement) et le réseau RDSS LR (réseau documentaire sanitaire et social) car elle participait, aux même dates, aux réunions du Comité de pilotage du Pôle Régional de Compétences en Education et promotion de la santé L-R en tant qu'animatrice d'axe doc.

La démarche qualité, axe documentation

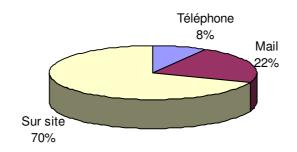
Les documentalistes du réseau IREPS/CODES se sont réunies physiquement lors du séminaire les 8 et 9 juillet 2012 afin de poursuivre le contrat de progrès de l'axe documentation de la démarche qualité. La troisième étape, à savoir la rédaction d'un projet documentaire, est achevée.

La diffusion

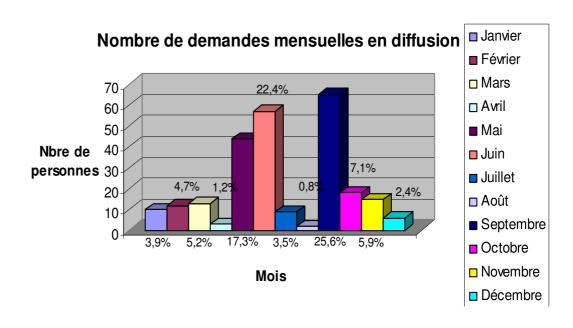
Le Centre de documentation sert aussi de relais pour la diffusion de documentation gratuite. Toute demande de documentation fait l'objet d'une fiche d'information précisant le nom, la profession, le lieu d'exercice du visiteur ainsi que le nombre, le titre des documents qu'il emporte. Ces demandes peuvent être faites par courrier, téléphone, fax, mail ou visite.

En 2012, le CODES 11 a accueilli et renseigné 254 personnes.

Personnes informées hors stand en diffusion



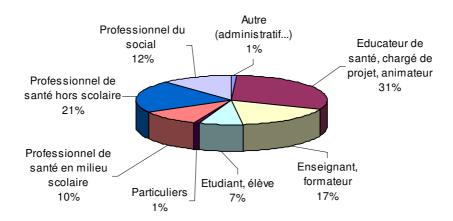
Nombre de demandes mensuelles	
Janvier	10
Février	12
Mars	13
Avril	3
Mai	44
Juin	57
Juillet	9
Août	2
Septembre	65
Octobre	18
Novembre	15
Décembre	6
Total	254



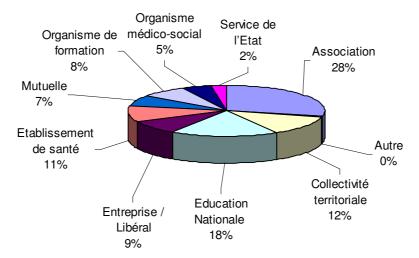
Voici la représentation graphique de la répartition de ces demandes tout au long de l'année 2012. Les mois de Juillet et d'Août ne recensent que très peu de demandes, la majorité des professionnels prenant des congés, c'est la même chose pour le mois de décembre. Les demandes effectuées au mois d'avril sont très peu nombreuses parce qu'il n'y a pas eu de documentaliste au Codes II ce mois-ci. Les demandes correspondant aux campagnes de prévention été, qui débutent au mois de juin, sont faites aux mois de mai et de juin. Le mois de septembre comptabilise de nombreuses demandes en raison de la reprise des activités de l'ensemble de nos partenaires.

En 2012, **75 754 documents** (affiches, dépliants, brochures, livrets) et **221 outils pédagogiques** gratuits ont été diffusés directement par le CODES II soit un total de **75 975** documents sans compter les documents distribués lors des stands ou actions de prévention.

☐ Type de public



Type de structure



Type de public		
Autre (administratif)	2	
Educateur de santé, chargé de projet, animateur	77	
Enseignant, formateur	43	
Etudiant, élève	19	
Particuliers	2	
Professionnel de santé en milieu scolaire	26	
Professionnel de santé hors scolaire	54	
Professionnel du social	31	
TOTAL	254	

Type de structures		
Association	73	
Autre	- 1	
Collectivité territoriale	31	
Education Nationale	45	
Entreprise / Libéral	22	
Etablissement de santé	27	
Mutuelle	17	
Organisme de formation	20	
Organisme médico-social	12	
Service de l'Etat	6	
TOTAL	254	

Le secteur le plus en demande est celui des associations et de l'éducation nationale.

Types et nombres de documents distribués

Affiches : I 992Brochures : 64 465

Outils: 221

Préservatifs (féminin, masculin) : 6 490

Autre: 2 807

soit au total : 75 975

Répartition thématiques des demandes de diffusion en 2012

Thématiques	Nbre de doc
Accidents domestiques	5 643
Evènements climatiques / Environnement	I 768
Alcool	3 721
Divers	465
Hygiène	3 617
Maladies	328
Nutrition	30 326
Santé sexuelle / Sida	19 126
Tabac	10 263
drogues	151
Vaccination	567
Total	75 975

Les thématiques les plus diffusées sont donc :

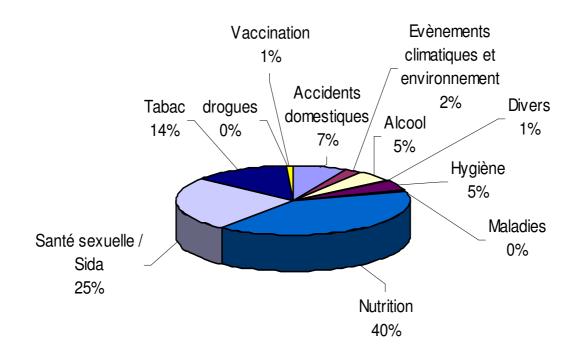
- la nutrition,
- la santé sexuelle et le Sida,
- le tabac.

Toutefois ces chiffres ne représentent pas réellement les demandes reçues.

Nous avons de très nombreuses demandes concernant :

- les addictions avec produits,
- les addictions sans produits,
- les violences chez les jeunes,
- l'hygiène corporelle
- ou encore la santé mentale,

mais l'INPES n'éditant pas de documentation gratuite sur ces thématiques, nous ne pouvons pas répondre favorablement à ces demandes. Tout au plus pouvons nous proposer aux usagers une recherche documentaire sur leur thématique.



La communication

Les outils de communication du CODES II et du Centre de documentation

Le site internet <u>www.codes | 1.com</u>



Le site internet du CODES II, sous forme de blog hébergé chez Overblog, existe depuis 2006. Il permet la publication d'articles d'actualités du CODES, du Centre de documentation ou des partenaires ou d'articles de fonds présentant les services et actions.

En 2012, **131 nouveaux articles** ont été publiés essentiellement par Elodie Lagneaux. Le trafic a été renforcé avec **49 123 pages consultées** et **28 355 connexions**. Les visiteurs sont majoritairement en provenance de moteurs de recherche (70%).

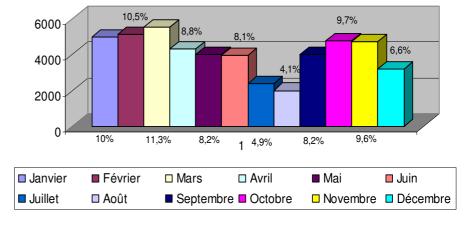
Visiteurs uniques				
en 2012				
Janvier	2 864	10,1%		
Février	2 912	10,3%		
Mars	3 180	11,2%		
Avril	2 484	8,8%		
Mai	2 352	8,3%		
Juin	2 344	8,3%		
Juillet	1 405	5,0%		
Août	1 237	4,4%		
Septembre	2 297	8,0%		
Octobre	2 670	9,4%		
Novembre	2 641	9,3%		
Décembre	1 969	6,9%		
Total	28 355	100,0%		

4000 10,3% 9,4% 8,8% 3000 2000 1000 0 10,0% 11,2 % 8,3% 8% 9,3% ■ Février ■ Mai Janvier Mars Avril Juin ■ Juillet ■ Août ■ Septembre ■ Octobre □ Novembre □ Décembre

Nombre de visiteurs uniques en 2012

Nombre de pages vues en 2012				
Janvier	4 974	10,0%		
Février	5 154	10,5%		
Mars	5 561	11,3%		
Avril	4 306	8,8%		
Mai	4 007	8,2%		
Juin	3 990	8,1%		
Juillet	2 387	4,9%		
Août	2 008	4,1%		
Septembre	4 037	8,2%		
Octobre	4 761	9,7%		
Novembre	4 730	9,6%		
Décembre	3 208	6,6%		
Total	49 123	100,0%		

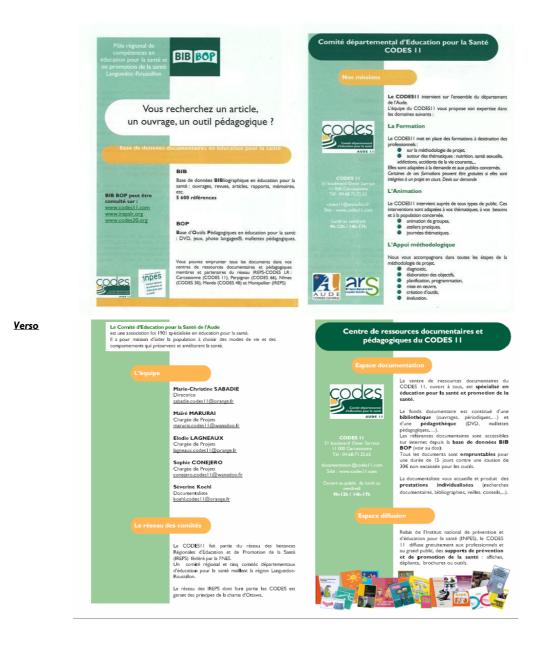
Nombre de pages vues en 2012



Les plaquettes de promotion du CODES II et du Centre de documentation

Toutes les plaquettes de promotion ont été réactualisées, en respectant une charte graphique commune et actuelle. Toutes les plaquettes sont systématiquement distribuées à l'extérieur par les chargées de projet et la documentaliste mais aussi lors de visite dans les locaux. Elles sont également visibles sur le site internet en page d'accueil.

Recto (A4 plié en deux)



« L'Astrolabe d'Hygie : Concepts - Pratiques & Politiques. La revue du Pôle » à remplacé « Lir'Actions » : la newsletter trimestrielle du Pôle régional de compétence

Cette newsletter est conçue par les partenaires du pôle régional de compétences en éducation pour

la santé et promotion de la santé Languedoc-Roussillon. Elle est éditée trois fois par an. Les articles apportent des points de repères pour que chacun puisse s'inscrire dans une démarche d'Education et de promotion de la santé.

En 2012, 3 newsletters ont été réalisées (visibles sur le site internet du <u>Pôle régional de Compétence</u>) auxquelles le CODES à participé en écrivant un article et/ou en participant à la réalisation de la bibliographie.

- L'Astrolabe d'Hygie n° I : Vie affective et Sexualité parue en décembre 2012
- L'Astrolabe d'Hygie n°2 : <u>Addictions</u> parue en janvier 2013
- L'Astrolabe d'Hygie n° 3 : Santé & Territoires parue en février 2013

Cette newsletter est diffusée au niveau régional par les animateurs de l'axe Communication du Pôle. Dans l'Aude, elle est diffusée à plus de 170 contacts.



Perspectives 2013

En 2013, à la demande de l'Agence Régionale de Santé (ARS) de l'Aude et dans le cadre de la Convention d'Objectifs et de Moyens, nous avons pour projet la mise en place d'une veille documentaire sur la santé mentale des adolescents à destination des professionnels du département de l'Aude.

En 2012, ce projet a été présenté aux professionnels audois. Un travail préparatoire de repérage des sources et de recueil des besoins des usagers à également été réalisé. Le premier bulletin de veille devrait être diffusé au cours du second trimestre 2013 et sera ajusté en fonction des remarques des usagers et du temps imparti à ce projet : 22 jours pour 2013.

Pourquoi un service de veille documentaire?

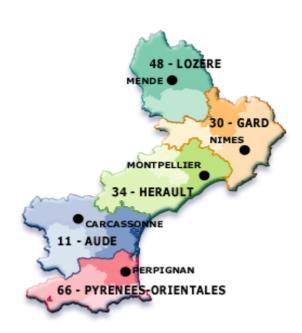
La définition même de l'adolescence en tant que période de vie et la notion de santé mentale nécessite l'appropriation d'éléments de langage commun et d'un niveau de connaissances partagées. Les professionnels sont assaillis d'informations émanant de sources très diversifiées et n'ont souvent pas le temps de les traiter.

Les textes règlementaires sont régulièrement modifiés par les décisions du législateur.

Les étapes de la veille

- I- Analyse des besoins
- 2- Ciblage des thèmes et des sources veillées
- 3- Collecte des informations
- 4- Analyse des données
- 5- Diffusion de l'information

Les programmes régionaux et leurs déclinaisons dans le département de l'Aude



La Convention d'objectifs et de moyens (COM)

Contexte / Note d'opportunité

En 2012, l'ARS a signé une nouvelle convention d'objectifs et de moyens avec le réseau des IREPS/CODES de la région Languedoc Roussillon qui prévoit l'appui à ses délégations territoriales pour l'animation des territoires notamment en lien avec les Contrats Locaux de Santé. Elle a missionné le Codes I sur les axes suivants :

■ Mise en œuvre du panier de services sur 2 territoires : Haute Vallée et Lézignan-Corbières

• Elaboration d'un répertoire opérationnel de ressources (sur la base du panier de service) : recensement des opérateurs, analyse des dynamiques territoriales et des activités, suivi de l'élaboration d'un plan d'action et de déploiement.

Parcours santé mentale sur les territoires de la Haute Vallée et Narbonnais

- Répertoire opérationnel des ressources, dispositifs et dynamiques territoriales
- Elaboration d'un programme de prévention primaire
- Animation et secrétariat de 4 sous groupes thématiques territoriaux réunissant experts et professionnels de terrain favorisant la démarche de parcours (sous groupes : 0-12 ans, 12-25 ans et parents, personnes âgées, précarité)
- Mise en place d'une veille documentaire

■ Santé environnement

- Réalisation d'un diagnostic territorialisé santé environnementale : état des lieux, besoins, enjeux, axes prioritaires...
- Recensement des ressources et compétences départementales (structures, lieux, outils pédagogiques et techniques), analyse du recensement, pistes de collaboration et de lieux d'échanges y compris la participation à l'action 15 du PRSE
- Proposition de pistes pour le développement de la prise en compte du déterminant environnement dans les politiques de promotion à la santé et prévention.

Développement du programme nutrition

- Recensement des opérateurs concernés, des actions, dispositifs et dynamiques dans le cadre défini par l'ARS, en lien avec la CRNS
- Elaboration d'un plan d'action, d'animation et de coordination des interventions intégrant les démarches labellisation des territoires (ville Epode, label manger bouger...)

Axe I: Mise en œuvre du panier de services

Le panier de services se définit comme un ensemble de services et de prestations minimum mis à la disposition de la population. Les thèmes qui le composent sont variés (prestations en prévention, éducation pour la santé, protection des populations, dépistage, réduction des risques).

Le contenu du panier de services, pour le moment restreint au champ de la promotion de la santé et de la prévention, est amené à évoluer pour s'étendre vers l'ensemble des champs de compétences de l'Agence (notamment soins de premiers recours, médico-social) voire, à plus long terme, vers ceux de l'ensemble des collectivités.

Le panier de services est l'un des éléments structurants du projet local de santé. Il vient se déployer progressivement sur les territoires dans une démarche cohérente et harmonisée avec les parcours de santé. Sa mise en oeuvre et son déploiement peuvent être intégrés à un contrat local de santé.

Les grandes thématiques du panier de service :

	Axes énoncés par ARS		
Addictions	Renforcer interventions de dépistage ciblé		
Addictions	 Développer actions de réduction des risques 		
	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •		
Company	p de la constant de l		
Cancer			
	Améliorer taux de participation au dépistage		
	Favoriser qualité de vie des malades		
Contraception	Accès pour les femmes à une contraception adaptée à		
	leur mode de vie		
	> Gratuité et anonymat pour les mineures		
Environnement santé	Connaitre et agir sur les milieux de vie comme		
	déterminants de santé.		
	Outils pré-identifiés :		
	diagnostics territorialisés		
	sensibilisation élus sur les procédures		
	campagnes infos du public		
HIV Hépatites	Renforcer interventions de dépistage ciblé		
	Développer actions de réduction des risques		
	Améliorer qualité de vie des malades et faciliter leur		
	réinsertion		
Nutrition	Développer et coordonner actions nutrition//PNNS et		
	plan obésité		
	Prévention primaire ciblée sur 0-6 ans		
	Organisation dépistage et filière prise en charge		
	obésité		
PRAPS	Créer conditions institutionnelles pour accompagner		
	accès aux soins et favoriser accès aux droits		
Santé mentale des jeunes	> Améliorer capacité et compétences parents et prof		
,	pour repère situations, orientation et prise en charge précoce		
	Favoriser accès si nécessaire à prise en charge		
	médicale dans des délais acceptables		
	 Diagnostic territorialisé 		
	Coordination acteurs		
	, 600141114011401415		

Tuberculose	>	Renforcer interventions promotion santé et de		
	dépistage ciblé			
	>	Actions hors les murs		
Vaccination	>	Lien avec professionnels de santé libéraux		
	>	Améliorer taux de couverture vaccinale		
	>	Cibler publics, vaccins, territoires prioritaires		
Structurer un programme EPS	>	Couverture territoire		
	>	Coordination et qualité des interventions		

Objectifs

- Réaliser un portrait des territoires délimités
- -Réaliser un répertoire opérationnel des ressources à partir des thématiques du panier de services.

Méthode / Déroulement

Au préalable : élaboration d'outils :

- Les fiches panier de services par thématiques avec une méthodologie régionale IREPS/CODES commune : rappel des objectifs, contexte épidémiologique, les cadres de références : plans, lois... et leurs grands principes, le repérage des acteurs.
- Un tableau de recueil commun IREPS/CODES des acteurs, avec leurs coordonnées, le temps consacré à leur mission, l'équipe dédiée, les actions développées, les dynamiques partenariales...
- Une grille d'entretien, téléphonique ou de visu, des acteurs essentiels repérés
- Un tableau de recueil de données par thématiques du panier de service diffusé lors de réunions de professionnels sur les deux territoires concernés.

Réalisation des portraits de territoires :

En ce qui concerne les portraits de territoire, en lien avec la DT de l'ARS le territoire qui a été défini est :

le « Lézignanais » qui comprend :

- le bassin de vie de lézignan-Corbières qui compte 27 communes soit 26 955 habitants auquel s'ajoute la communauté de communes des Hautes Corbières qui compte 9 communes soit 1969 habitants, la communauté de communes du Massif de Mouthoumet qui compte 17 communes soit 1408 habitants et la communauté de communes de Durban qui compte 14 communes soit 3987 habitants.
- Le territoire du Lézignanais tel que nous l'avons défini comprendra donc 67 communes et 34 319 habitants

la « Haute Vallée de l'Aude »

Aujourd'hui, le Pays « Moyenne et Haute Vallée de l'Aude » est composé de 8 établissements publics de coopération intercommunale dont 6 que nous conservons dans le cadre du déploiement du Panier de Services : Les Communautés de communes du Razès Malepère et les coteaux du Razès ne sont pas retenus dans notre étude. Cela représente 148 communes et 43 014 habitants

Nous avons, pour ces territoires, recherché particulièrement les données démographiques concernant la population, la précarité, l'emploi, l'environnement et le cadre de vie, l'offre de services, l'accès aux soins

-Réalisation du répertoire opérationnel des ressources :

Celui recense les:

- . Acteurs connus dédiés aux diverses thématiques
- . Acteurs repérés lors de la réalisation du portrait des territoires concernés en consultant les rapports et les bases de données existantes
- . Acteurs repérés lors de la réalisation des fiches thématiques panier de service.

Pour compléter les informations collectées, nous avons contacté par téléphone ou rencontré 31 structures

- Perspectives 2013:

Mise en œuvre du panier de services sur le territoire de la Haute Vallée de l'Aude

Outils utilisés

- Fonds documentaire du CODESII
- Outils pédagogiques, sites internet...

Axe 2 : Parcours santé mentale

Objectifs

La mission du correspondant Santé Mentale est une mission inscrite dans la convention d'objectifs et de moyens qui permet de soutenir et développer la politique de l'Ars pour ses missions de prévention et promotion de la santé sur le champ de la santé mentale

L'objectif général étant de contribuer à la mise en place du parcours santé mentale des adolescents sur le Grand Narbonne et la Moyenne et Haute Vallée de l'Aude

Objectifs spécifiques:

- Elaborer un répertoire opérationnel des ressources, des dispositifs et des dynamiques territoriales
- Elaborer un programme de prévention primaire
- Animer 4 sous-groupes thématiques territoriaux réunissant experts et professionnels de terrain
- Mise en place d'une veille documentaire sur la santé mentale des adolescents.

Méthode / Déroulement

Tout au long de cette mission, le correspondant santé mentale a travaillé en concertation avec la DT de l'ARS. Des réunions de travail ont été organisées avec les personnes ressources en matière de santé mentale sur les territoires concernés par la COM :

Dans un premier temps, le correspondant a contribué à identifier les acteurs du parcours santé mentale sur les territoires concernés par la COM en se basant sur :

- Notre connaissance du territoire
- Les diagnostics existants (ASV de Narbonne et Maison des Adolescents)
- L'organisation d'une réunion technique avec les personnes ressources en matière de santé mentale sur les territoires concernes (coordinatrice de l'atelier santé ville de Narbonne, élus de la mairie de Quillan, mairie de Carcassonne et coordinatrice de la maison des adolescents de l'Aude)
- L'élaboration d'un outil de recueil des acteurs intervenant sur les territoires concernés

Dans un second temps, le correspondant a recensé des modes d'organisation possibles et pertinentes pour améliorer la prise en charge des personnes vivant avec des troubles psychiques et au-delà favoriser la promotion de la santé mentale.

Ensuite, le correspondant a contribué à identifier les dispositifs et les dynamiques partenariales par l'organisation de rencontres physiques, individuelles et/ou collectives avec les acteurs dédiés à la thématique de la santé mentale.

Enfin, le correspondant a évalué les besoins des experts et des professionnels des territoires concernés par notre étude en :

Organisant une réunion avec le groupe d'experts départemental sur le thème de la santé mentale: Présentation des outils mis en œuvre par l'ars (ROR, parcours de santé et paniers de services), présentation et mise en œuvre de la COM,

- définition des axes de travail (public cible / territoires sur le volet de la promotion de la santé mentale)
- Organisant une réunion avec le groupe de travail « santé mentale des adolescents » dans le bassin de vie de la haute vallée de l'Aude (Quillan)

Mise en place d'une veille documentaire sur la santé mentale des adolescents

Depuis juillet 2012, plusieurs étapes préparatoires ont été réalisées :

- **Des réunions préparatoires en juillet** (16 et 23/06) avec la DT de l'ARS pour définir le projet.
- Le repérage des acteurs pouvant être intéressés par ce produit dans le département de l'Aude.
- **Présentation du projet** aux acteurs audois. Une première réunion en septembre (17/09) au cours de laquelle nous avons présenté au groupe expert santé mentale de l'Aude notre projet et les étapes à venir.
- La recherche de sources documentaires : le sourcing

A ce jour 142 sources d'information ont été repérées sur la santé mentale en général.

- **Première étape de la veille documentaire :** la mise en place sur internet du processus de veille automatisé .
- **Deuxième étape de la veille documentaire :** L'analyse des besoins des usagers réalisée sous la forme d'un questionnaire informatisé. <u>Réalisation et envoi d'un questionnaire</u> : Un questionnaire a été créé par la documentaliste et diffusé à l'ensemble de nos partenaires au début du mois d'octobre. Analyse des 24 réponses reçues.
- **Troisième étape de la veille documentaire :** Etude du logiciel de gestion bibliographique et de veille ZOTERO.

Outils utilisés

Fonds documentaire du CODESII, Bases et banques de données documentaires, internet

Coup de projecteur

Cet état des lieux sur la santé mentale des adolescents a permis de repérer les dynamiques locales, véritables leviers pour le travail engagé dans le cadre de la COM

Sur le territoire de Narbonne, les travaux s'appuieront sur la dynamique impulsée par la coordinatrice de l'Atelier Santé Ville de Narbonne à travers l'élaboration du diagnostic participatif (Création d'une commission « santé mentale »)

Sur le territoire de la Moyenne et Haute Vallée de l'Aude, nous pouvons relever une implication concrète de la part des élus de la mairie de Quillan, engagée dans une préfiguration de Contrat Local de Santé

Nous pouvons noter également un intérêt prégnant pour la veille documentaire qui remporte l'adhésion des professionnels.

Perspectives 2013

Poursuivre le travail engagé en 2012 en affinant les diagnostics territoriaux de la santé mentale des adolescents sur le Grand Narbonne et la Moyenne et Haute Vallée de l'Aude. Le premier bulletin de veille devrait être finalisé et envoyé aux acteurs au début du deuxième trimestre 2013.

Axe 3 : Santé environnement

La mission du correspondant Santé Environnement est une mission inscrite dans la convention d'objectifs et de moyens qui permet de soutenir et développer la politique de l'Ars pour ses missions de prévention et promotion de la santé sur le champ de la santé environnement.

L'objectif étant de : Connaître et agir sur les milieux de vie comme déterminants de santé :

- Investir et développer le champ de la Santé Environnement
- S'appuyer sur des diagnostics territorialisés
- Engager une réflexion sur l'intégration du déterminant environnement dans l'ensemble des politiques de promotion de la santé

Pour atteindre cet objectif, le correspondant Santé Environnement s'est attaché, en 2012, à :

- réaliser **un état des lieux des structures et acteurs** compétents en santé environnement sur l'ensemble du département,
- initier **un état des lieux des connaissances** en santé environnement pour le département à partir des données nationales, régionales, départementales ou locales détenues par les partenaires,
- participer à la réalisation de l'action 15 du Plan Régional Santé Environnement (mettre en place les outils d'une démocratie sanitaire et développer une pédagogie régionale en santé environnement) et notamment à la mise en place du Réseau Régional d'Education à la Santé Environnement (R²ESE),
- proposer un groupe de travail technique réunissant les principaux acteurs identifiés dans le département afin d'élaborer, dans le cadre de ce groupe de travail et en lien avec la Délégation Territoriale de l'Aude de l'Ars, les premières pistes d'action pour développer la prise en compte du déterminant santé environnement dans les politiques de prévention et promotion de la santé.

La santé environnement est un champ émergent, difficile à appréhender pour les populations et les professionnels au vue de la multiplicité des représentations que chacun en a, de la transversalité et l'intersectorialité de ce domaine.

Méthode / Déroulement

A partir de questionnaires, d'entretiens, de recherches auprès de nos partenaires, des institutions, etc, et tout acteur ressource, un état des lieux a été réalisé permettant :

- de connaître les acteurs et structures ressources compétentes en santé environnement sur le département,
- de visualiser les actions, dynamiques, partenariat développés en santé environnement sur le département,
- d'appréhender les principales problématiques en santé environnement sur le département

Une analyse de ces données a permis :

- de mettre en lumière les potentialités des ressources en termes de :
 - missions développées
 - couverture du territoire / des publics
 - réponses aux problématiques repérées
- le repérage des problématiques en Santé Environnement sur les territoires
- de travailler et d'engager une réflexion sur la place de la santé environnement dans les politiques publiques et les passerelles et entrées possibles



Coup de projecteur

La volonté de formaliser cette expérience Audoise :

Le travail réalisé dans le département servira de préfiguration à ce qui peut se développer puis structurer le travail des Codes dans les départements de la région Languedoc Roussillon, pour ce qui concerne l'accompagnement des Délégations Territoriales (DT) de l'ARS en santé environnement. Cet objectif nécessite de « mettre en lumière », en parallèle de l'action, des informations en terme de méthodologie, des éléments d'analyses, des outils sur les démarches réalisées, les freins et leviers rencontrées dans la mise en œuvre de ces missions.

Ces éléments d'analyse serviront de support aux Codes/Ireps pour l'accompagnement des DT de l'ARS en santé environnement.

Perspectives 2013

En cours de réflexion.

Axe 4 : Développement du programme nutrition

La mission du correspondant nutrition est une mission inscrite dans la convention d'objectif et de moyen qui permet de soutenir la politique de l'Ars en matière de nutrition et de lutte contre la surcharge pondérale et l'obésité.

Objectif général : soutenir la politique de l'ARS en matière de nutrition et de lutte contre la surcharge pondérale et coordonner les actions dans ce cadre, dans le département, en lien avec la délégation territoriale et le référent régional,

- particulièrement dans les territoires et populations du département jugés fragiles (cf. convention CODES-IREPS/ARS sur le déploiement du panier de services et la délégation territoriale pour validation),
- en direction prioritairement des enfants de 0 à 6 ans et de leur famille (2012-2013), ainsi que des personnes âgées (dénutrition et surcharge pondérale, 2013).

Objectifs spécifiques :

- Recenser les opérateurs concernés, les actions, les dispositifs et les dynamiques dans le département de l'Aude dans le cadre défini par l'ARS, en lien avec le CRNS.
- Elaborer un plan d'actions, d'animation et de coordination des interventions sur les territoires premiers (Moyenne et Haute Vallée de l'Aude et Lézignanais) intégrant les démarches de labellisation des territoires (Ville Epode, label Manger Bouger...).
- Réaliser des demi-journées d'échanges de pratique en direction des intervenants de l'aide alimentaire afin de les sensibiliser à l'équilibre alimentaire

La mission nutrition est pour 2012 axé sur les actions en direction prioritairement des enfants de 0 à 6 ans et de leur famille en vue de la prévention de l'obésité et la lutte contre la surcharge pondérale sur les axes définit ci-dessous :

- La promotion de l'allaitement
- Le sommeil
- L'éducation alimentaire
- La promotion de l'activité physique

Un programme régional de prévention et de prise en charge du surpoids et de l'Obésité des enfants a été élaboré par La Commission Régionale Nutrition Santé.

Il s'agira donc de mettre en œuvre ce programme et les actions préconisées dans les territoires repérés par la Délégation Territoriale de l'ARS, dans un premier temps dans son axe « prévention » :

- Elaborer un état des lieux des actions réalisées, des ressources disponibles, des dispositifs en place, susceptibles d'être prolongés, reproduits, actionnés, renforcés, voire créés.
- Construire un plan d'actions et de propositions de financement au sein de l'enveloppe ARS dédiée à cet effet.
- Mobiliser les acteurs et ressources, au besoin par la constitution d'un groupe d'appui départemental, une fois le plan d'action approuvé.
- Promouvoir des actions probantes, des labels, notamment auprès des collectivités locales.
- Participer à l'élaboration de contrats locaux de santé dans le domaine de la nutrition quand cette problématique y est mentionnée.
- Réévaluer les besoins, voire les territoires prioritaires en prenant en compte les questions de prise en charge dans l'esprit d'un parcours de santé.

¹ Moyenne et Haute-Vallée de l'Aude, Lézignanais

• Rendre compte régulièrement à l'ARS et contribuer à l'évaluation de ce dispositif d'animation.

Méthode / Déroulement

Tout au long de cette mission, le groupe des correspondants nutrition régionaux travaille en complémentarité et crée des espaces d'échanges permettant d'optimiser au mieux l'ensemble des réalisations et investigations.

Une première étape a consisté à recueillir les informations existantes à partir de données existantes (rapports d'activités, états des lieux, diagnostics, études épidémiologiques, schémas départementaux). Afin d'affiner cet état des lieux, il a été prévu des réunions de territoires avec les acteurs locaux suite à la réunion de la Commission Départementale Nutrition Santé qui s'est réunit le 23 juillet 2012 :

- Pour le Lézignanais : 10 octobre 2012
- Pour la Moyenne et Haute Vallée de l'Aude : 4 octobre 2012

Lors de ces réunions, la mission confiée et le cadre d'intervention du CODES a été décrite. Par ailleurs, nous avons procédé à un recueil systématique des dynamiques proposées sur chacun des territoires au regard des pistes de recueil élaborés au niveau régional notamment grâce à un outil de veille élaboré. Ces échanges ont pu nous permettre de préciser des pistes d'actions à affiner. 3 autres réunions territoriales ont également été menées sur les autres territoires du département à savoir Le Narbonnais, Le Lauragais, Le Carcassonnais.

L'idée de ces réunions est de mobiliser en premier lieu des personnes en charge de coordination ou de mise en œuvre de politiques, de plans... qui permettront d'agrémenter une réflexion globale de la question.

Cette démarche a été complétée par l'envoi d'un questionnaire afin de recenser les dynamiques et actions dans les domaines définis par le programme régional de la surcharge pondérale et de l'obésité.

L'état des lieux nutrition des 0-6 ans a ainsi été communiqué à l'ARS en janvier 2013 avec la proposition d'un plan d'action départemental élaboré en lien avec la DT11 de l'ARS.

De plus, une demi-journée d'échanges de pratiques a été organisée à Narbonne à destination des intervenants de l'aide alimentaire sur le thème « l'alimentation du jeune enfant ».

Coup de projecteur

Au regard de l'état des lieux « nutrition des enfants 0-6 ans » dans l'Aude, on peut remarquer :

- Une grande précarité de la population notamment dans les territoires ciblés par l'ARS ;
- Des inégalités territoriales en termes d'accès aux soins et d'offres de service comme les structures petite enfance (crèches, RAM) ;
- un manque d'information de certains professionnels en lien avec la petite enfance (dû à l'éloignement ou l'accessibilité limitée aux ressources) ;
- un manque d'information des parents notamment sur les questions de l'alimentation, du sommeil ou encore de l'offre en activités physiques pour les tout petits ;
- une prévalence du surpoids et de l'obésité chez les enfants plus forte qu'au niveau national et inégale selon les territoires ;

Cependant, des leviers subsistent :

- une offre de services en adéquation avec la densité des 0-6 ans notamment en termes d'éducation, et d'activités physiques ;
- des collectivités engagées sur ces questions de nutrition ;
- un réseau d'acteurs important œuvrant dans ce domaine réuni dans une instance: la Commission Départementale Nutrition Santé.

Perspectives 2013
Mise en œuvre du plan d'action nutrition, coordination et approfondissement de l'état des lieux en termes de dépistages et prise en charge.

Projet INPES : Développement du pôle régional en éducation pour la santé en Languedoc-Roussillon

Objectif / Note d'opportunité

Cette action vise au développement de l'éducation pour la santé et de la promotion de la santé. Elle renforce le savoir-faire des acteurs de l'Education Pour La Santé et mutualise les moyens en créant du lien entre les structures et les territoires, en développant le travail en réseau, en mettant en œuvre une culture commune et des actions coordonnées et cohérentes.

L'année 2012 a été une année de restructuration pour le Pôle. Celui-ci s'est doté :

- d'une charte de fonctionnement, signée par l'ensemble des membres du comité de pilotage, elle définit les objectifs du pôle, son fonctionnement et le fonctionnement des axes.
- d'un comité de pilotage qui regroupe tous les membres du pôle et est présidé par l'ARS. En 2012 le COPIL s'est réuni 10 fois.
- d'un collège institutionnel, en cours de constitution. Il aura pour but de définir les priorités régionales en concertation avec l'ensemble des décideurs et financeurs régionaux .

Les axes sont animés par deux structures appartenant au Pôle. L'ensemble des structures composant le Pôle ont pu se positionner en tant qu'effecteurs. Le Codes II est effecteur de tous les axes et co-anime l'axe documentation.

Objectif général

Améliorer et harmoniser les actions d'éducation pour la santé mises en œuvre en Languedoc-Roussillon.

Objectifs opérationnels

- Mobiliser et développer les compétences des acteurs et favoriser les échanges interprofessionnels et intersectoriels
- Développer le conseil méthodologique.
- Mutualiser les ressources documentaires et pédagogiques.
- Améliorer la communication entre tous les acteurs (institutions, professionnels, associations, usagers...)

Partenaires du projet

Tous les partenaires signataires de la charte.

Territoire

Les cinq départements du Languedoc Roussillon.

Public concerné

- Les professionnels de la santé, de l'éducation et du secteur social
- Les institutions et les associations du Languedoc-Roussillon impliquées dans des actions d'éducation pour la santé au niveau régional, départemental et local.

AXE « Formation »

Objectif / Note d'opportunité

Objectif : Mobiliser et développer les compétences des acteurs et favoriser les échanges interprofessionnels et intersectoriels

Animateur d'axe : Holisme et Mouvement Français pour le Planning Familial.

Objectif I

Mobiliser et développer les compétences des acteurs et favoriser les échanges interprofessionnels et intersectoriels par :

- A l'échelon départemental, mise en place de 5 matinées d'échanges de pratiques entre acteurs porteurs d'expériences diverses et provenant de secteurs différents. Les thèmes de ces journées seront choisis en fonction des besoins et des demandes des acteurs sur les territoires et/ou en fonction des priorités du projet régional de santé
- A l'échelon régional, la mise en place de quatre journées d'échanges de pratiques entre acteurs porteurs d'expériences diverses et provenant de secteurs différents
- La mise en place de deux formations de deux jours, dans chaque département, sur des thématiques différentes concernant l'éducation pour la santé et la promotion de la santé. Les thématiques seront retenues en fonction des besoins identifiés et en fonction des priorités du projet régional de santé

Objectif 2

Dans le cadre de la démarche qualité, définir les points clés et élaborer un contrat de progrès.

• Choix du référentiel commun pour la DQ du pôle, puis choix des critères spécifiques à l'axe, autoévaluation et contrat de progrès de l'axe. Pour cela, l'organisation de quatre demijournées de travail est prévue : la première commune à tous les axes, les trois autres entre les partenaires du pôle actifs sur l'axe en question.

Méthode / Déroulement

Objectif I : Mobiliser et développer les compétences des acteurs et favoriser les échanges interprofessionnels et sectoriels

A l'échelon départemental, mise en place de 5 matinées d'échanges de pratiques :

Quatre matinées d'échanges de pratiques prévues se sont déroulées entre le mois de Janvier et le mois de Mai 2012. Les thématiques ont été choisies en fonction du schéma régional de la prévention. Les thèmes abordés étaient les suivants :

- 07 Février 2012 : « Les maladies infectieuses et transmissibles »
- 28 Février 2012 : « La santé mentale »
- 13 Mars 2012 : « Les addictions »

• 24 Mai 2012 : « Promotion pour la santé et développement durable »

Ces rencontres ont été animées par un intervenant expert sur la thématique choisie, et basées sur l'échange d'expériences.

A l'échelon départemental, mobilisation des partenaires sur les territoires pour échanger les pratiques pédagogiques et définir les besoins prioritaires des territoires en formation : 2 rencontres d'échanges de pratiques en lien avec les missions d'animation territoriale des DT de l'ARS, accompagnées par les Codes.

Un recensement des besoins de formation a été organisé auprès des professionnels du département de l'Aude par le Codes I I et la Mutualité Française Aude.

Trois thématiques ont été repérées comme prioritaires : Les personnes en situation de vulnérabilité, les addictions et la santé mentale des adolescents

De nombreux professionnels ont contribué à ce recensement tels que : le centre social la Roseraie, l'association PEPS Aude, la CPAM de l'Aude, la MLI/PAEJ de Carcassonne, l'ASV de Narbonne, le centre de formation La Rouatière, le Mouvement Français pour le Planning Familial, le club Coeur et Santé de Narbonne, le CCAS de Quillan, le service santé de la Mairie de Carcassonne, le réseau AUDIAB et l'association française des diabétiques.

Afin de répondre aux besoins repérés lors de ce recensement, deux journées d'échanges de pratiques ont été organisées :

• 18 Décembre 2012 : « Santé mentale des adolescents » à Quillan

16 professionnels ont participé à cette journée (3 animateurs, 1 infirmière, 2 psychopédagogues, 1 infirmier ITEP, 3 élus, 1 chargée de mission, 1 étudiante en santé publique, 2 cadres de santé, 1 travailleur social et 1 coordinatrice)

4 Outils pédagogiques présentés

• 20 Décembre 2012 : « Addictions » à Lézignan Corbières

13 professionnels ont participé à cette journée (I conseiller principal d'éducation, 2 enseignants d'EPS et de SVT, 2 infirmières scolaires, 3 formatrices, I psychologue, I animatrice, I psychopédagogue, I infirmière d'ITEP et I stagiaire éducatrice spécialisée)
32 Outils pédagogiques présentés

Des dossiers de documents et des bibliographies ont été réalisés par l'axe Documentation du Pôle pour des journées de formation. Ces documents incluaient une liste d'ouvrages et d'outils, une sitographie et la liste des lieux ressources sur les thématiques des journées de formation.

L'ensemble des documents produits par l'axe Documentation est accessible sur le site Internet du Pôle (https://www.pole-education-sante-lr.fr/-documentation-.html).

Des présentations d'outils pédagogiques en lien avec la thématique traitée et le maniement des bases et banques de données documentaires spécialisées en éducation et promotion de la santé ont été présentés aux participants lors de chaque formation du Pôle.

Territoire

Carcassonne, Quillan et Lézignan Corbières.

Personnes référentes du projet

Marie Christine Sabadie, directrice du Codes I I Maire Marurai, chargée de projets au Codes I I Valérie Bonnet-Coll, documentaliste au Codes I I

Partenaires

Au niveau départemental, l'ANPAAII la Mutualité Française LR, le centre de vaccinations, le CDAG, le réseau Graine et l'association Gée Aude et la Délégation Territoriale de l'ARS... Le réseau des comités d'éducation à la santé de la région Languedoc Roussillon

Public cible

Les professionnels de la santé, de l'éducation et du secteur social

Outils utilisés

- Un dossier (contenant une bibliographie, des ressources documentaires et une sitographie) conçu par la documentaliste du CODESTI
- Questionnaire d'évaluation
- Plaquette de présentation du CODESII / Site internet du CODESII
- Fonds documentaire et outils du CODESTI et des structures sanitaires et/ou sociales associées au projet

Points clés de l'évaluation

Objectif I : Mobiliser et développer les compétences des acteurs et favoriser les échanges interprofessionnels et sectoriels

Nous pouvons noter de nombreux points positifs pour les journées d'échanges de pratiques sur la santé mentale des adolescents et les addictions

- La co-animation Codes II / ANPAA II (Le point de vue d'un expert sur la question des addictions en lien avec l'éducation pour la santé)
- La mobilisation des participants au vu du temps imparti pour mettre en œuvre les journées et de l'éloignement géographique de certains participants
- L'interactivité entre le groupe et les intervenants
- La mise en situation des participants lors de la présentation d'outils pédagogiques au service de la thématique : ateliers pratiques
- L'envie des participants de mettre en œuvre des projets de prévention sur la thématique des addictions
- La collaboration entre les participants pour mettre en œuvre des projets
- L'opportunité donnée aux acteurs qui travaillent dans le champ de la santé mentale des adolescents de se connaître
- Le désir manifeste des participants de donner une suite à ces journées

Coup de projecteur



De nombreux professionnels se sont mobilisés pour ces journées de formation.

La collaboration entre la DT de l'ARS et le Codes I I a permis de mieux répondre aux besoins des acteurs présents.

AXE « Conseil Méthodologique »

Objectif

Développer le conseil méthodologique

Animateur d'axe : Codes 30 et Epidaure

Objectif général

Dispenser un appui méthodologique ponctuel et individualisé aux porteurs de projets sur la base des référentiels existants dans le domaine de l'EPS

Méthode / Déroulement

Les interventions d'appui méthodologique ont été répertoriées, au niveau régional et par département, dans un tableau Excel permettant de recenser les caractéristiques des demandeurs et le type de demande.

Pour l'Aude 14 jours ont été consacrés dans le cadre du Pôle à cet appui méthodologique, les demandeurs sont divers : centres sociaux, accueils de loisirs, collectivités territoriales.

Territoire

Aude

Référents pour le département de l'Aude

Directrice, chargées de projets, documentaliste

Public concerné:

Professionnels, collectivités territoriales, enseignants...

Perspectives 2012:

L'appui méthodologique est une activité bien repérée par nos partenaires et nous souhaiterions pouvoir la développer en organisant des formations à la méthodologie de projets.

Améliorer le tableau Excel de recueil des appuis méthodologiques en y incluant un item pour connaître la satisfaction des bénéficiaires et les suites données à cet appui.

AXE « documentation »

L'axe Appui Documentaire et Outils d'intervention est animé par les documentalistes du Codes II et de l'IREPS LR. Les effecteurs de l'axe sont tous les documentalistes et chargés de projets du réseau IREPS/CODES LR et la documentaliste du CREAI-ORS qui travaillent à parts égales.

Objectif I/4: Enrichir la base bibliographique et la base d'outils pédagogiques (BIB BOP).

- Actions I : Hébergement et suivi de la saisie des données, évolution et développement de la base de données par le Cres PACA
- Action 2 : Mises à jour régulières des bases BIB BOP avec un relais territorial dans chaque département
- Action 3 : Organisation de deux journées d'échanges de pratiques entre les documentalistes et chargés de documentation des structures membres du pôle
- Action 4 : Pour chaque territoire, une journée de préparation aux journées interrégionales organisées par le Cres PACA

Objectif 2/4 : Promouvoir et favoriser l'utilisation des bases BIB BOP par les acteurs de la promotion de la santé du Languedoc-Roussillon.

- Action I : Ateliers documentaires lors des journées de formation : sensibilisation des acteurs régionaux à l'utilisation des bases, à la recherche documentaire et/ou présentation spécifique d'un outil pédagogique en rapport avec les thématiques choisies. En partant sur la base de la participation des documentalistes à deux formations de deux jours par département.
- Action 2 : Appui documentaire pour l'axe formation avec la réalisation de bibliographies communes et de dossiers de documents pour les journées de formation selon les thèmes définis.

Objectif 3/4 : Analyser et évaluer des outils pédagogiques en utilisant le référentiel de qualité de l'INPES afin d'alimenter la pédagothèque santé de l'INPES.

- Action I : Réalisation de l'analyse de 6 outils pédagogiques. Le choix est fait de réaliser une analyse dans chaque département afin de conserver le maillage territorial
 - Action 2 : Participation aux deux journées de bilan organisées par l'INPES

Objectif 4/4 dans le cadre de la démarche qualité, mise en œuvre du contrat de progrès.

- Action : Réalisation d'une évaluation externe

En 2012 tous les objectifs ont été réalisés. Le travail réalisé au sein du Pôle par le Codes II a été développée dans la <u>partie documentation</u>.

Territoire

Aude

Référents pour le département de l'Aude

Documentaliste

Public concerné:

Professionnels, collectivités territoriales, enseignants...

AXE « Communication »

Objectif 1/3 : Donner une meilleure visibilité des actions, des services et des ressources proposées par le pôle

Objectif 2/3 : Valoriser le travail d'innovation et de recherche par la diffusion de travaux d'analyse et modélisation méthodologique de théories et pratiques en promotion de la santé

Objectif 3/3 : Dans le cadre de la démarche qualité, mise en œuvre du contrat de progrès

Animateur d'axe : Holisme et Camieg.

Action I : Mise à jour régulière (tout au long de l'année) du site Internet.

Action 2 : Edition d'une newsletter comportant des informations sur le pôle, sur les actions et les manifestations régionales concernant l'éducation pour la santé et la promotion de la santé. Les articles présentant les actions sont rédigés par les acteurs de terrain. La rédaction de ces articles est soutenue grâce à la formation d'aide à l'écriture. Le comité de rédaction est composé des partenaires du pôle. La newsletter est éditée trois fois par an. Elle est présentée par une plaquette qui est mise à jour annuellement.

Action 3 : Trois publications à diffuser avec la newsletter. Une première thématique envisagée concerne les façons de communiquer des jeunes sur les questions de santé, à partir de l'analyse de forums existants.

Action 4 : Il s'agira dans cette deuxième année de mettre en œuvre le contrat de progrès établit en année I, d'élaborer si besoin des outils de la qualité et d'évaluer en fin d'année le degré d'atteinte du contrat de progrès, avec retour au comité de pilotage. En fonction de cela, le contrat de progrès sera ajusté pour l'année 3. Trois réunions pour cet axe.

Méthode / Déroulement

En 2012, le Codes I I a contribué à la réalisation de la publication sur le thème de la vie affective et sexuelle en proposant un article intitulé « Vie affective et sexuelle et spécificité du territoire. Le Codes I I a également co-réalisé la bibliographie de l'Astrolabe d'Hygie sur la Territorialisation.

Territoire

Aude

Référents pour le département de l'Aude

Directrice, chargées de projets, documentaliste

Public concerné :

Professionnels, collectivités territoriales, enseignants...

Perspectives 2013:

Les activités de l'axe communication se poursuivront en 2013. Le Codes I I proposera des articles dans le but de valoriser les expériences locales innovantes.

Programme Santé des Jeunes 15-25 ans – Conseil régional (CR) Languedoc-Roussillon

Contexte

La Région Languedoc-Roussillon s'est engagée dans une politique de santé en direction des jeunes de 15 à 25 ans, en cohérence avec les orientations du Plan régional de santé publique.

La Région, pour réduire les inégalités sociales d'accès à la prévention et aux soins et accompagner de façon favorable le passage de l'adolescence à l'âge adulte, met en œuvre des actions de promotion et d'éducation pour la santé, avec une attention particulière pour les jeunes les plus en difficulté.

Dans ce cadre-là, le réseau des Comités d'éducation pour la santé de la région (IREPS/CODES) accompagne la démarche et est en appui des acteurs concernés dans chaque département. Le CODESTI assure cette mission pour l'Aude.

Objectif général:

LOT I : Accompagner le Conseil régional dans l'actualisation et la mise en œuvre du programme santé des jeunes

Objectifs:

- Soutenir et conseiller le Conseil régional dans ces décisions liées au programme santé des jeunes,
- S'assurer de la cohérence entre ce programme et les autres programmes de santé publique régionaux,
- Ajuster les orientations du programme santé des jeunes aux besoins prioritaires de santé de la population des 16-25 ans,
- Faciliter l'appropriation des orientations du programme par les acteurs,
- Contribuer à une réflexion partagée des décideurs et opérateurs institutionnels sur les inégalités sociales de santé,
- Evaluer le processus du programme Santé des jeunes (freins et leviers), notamment l'accompagnement de l'Ireps-Lr et des comités
- Activité I : Actualiser le programme Santé des jeunes
- Activité 2 : Définir les recommandations et rédiger les appels à projet 2012
- Activité 3 : Concevoir un protocole d'évaluation du programme Santé des jeunes
- Activité 4 : Evaluer le programme Santé des jeunes
- Activité 5 : Organiser deux journées régionales avec les porteurs de projet
- Activité 6 : Organiser une journée de réflexion sur les inégalités sociales de santé

LOT 2: Analyser les projets et évaluer les actions mises en œuvre dans le cadre du programme santé des jeunes, établir des recommandations aux porteurs de projet pour améliorer la qualité des actions et leur apporter un soutien méthodologique, développer le partenariat et l'échange de pratiques.

Objectifs:

- Améliorer la qualité des actions
- Soutenir les acteurs dans leur rôle de porteur de projet
- Renforcer la qualité des évaluations, notamment leur restitution dans les rapports d'activité
- Mettre en lien les établissements d'accueil des publics cibles du programme et les porteurs de projet pour :
 - o Favoriser l'inscription pérenne des actions dans chaque établissement,
 - o Faciliter les échanges de pratiques entre acteurs du programme,
 - o Améliorer la cohérence des actions de terrain,
 - o Améliorer les orientations des jeunes en permettant aux acteurs de se rencontrer.
- Activité I : Analyser les actions et projets, proposer un accompagnement méthodologique et une évaluation des actions
- Activité 2 : Rencontrer l'ensemble des CESC, CFA
- Activité 3 : Proposer un protocole d'évaluation des démarches partenariales et réaliser l'évaluation
- Activité 4 : Organiser 7 réunions inter-départementales

Territoire

Département de l'Aude

Personne référente du projet

Sophie Conéjéro

Partenaires

Conseil régional Languedoc-Roussillon Réseau des comités d'éducation pour la santé de la région

Lot I : Programme Santé des Jeunes 15-25 ans - Conseil régional

Objectif : Accompagner le Conseil régional dans l'actualisation et la mise en œuvre du programme santé des jeunes

Activité I : Actualiser le programme Santé des jeunes

Activité 2 : Définir les recommandations et rédiger les appels à projet 2012

Activité 3 : Concevoir un protocole d'évaluation du programme Santé des jeunes

Activité 4 : Evaluer le programme Santé des jeunes

Activité 5 : Organiser deux journées régionales avec les porteurs de projet

Activité 6 : Organiser une journée de réflexion sur les inégalités sociales de santé

Actualisation du programme Santé des Jeunes :

En 2012, le réseau IREPS/CODES a travaillé sur l'articulation et la cohérence du programme avec le Plan Stratégique Régional de Santé (PSRS), le Schéma Régional de la Prévention (SRP) et les autres politiques de santé, notamment la cohésion sociale et les politiques de préventions des Conseil Généraux.

Définition des recommandations et rédaction des appels à projet 2012.

A partir du travail réalisé dans le point précédent, l'Ireps a actualisé le cahier des charges des appels à projet, en concertation avec la Direction de la santé. Ces appels à projet devant être explicites quant aux orientations du programme Santé des jeunes du Conseil régional, aux critères de sélection et proposant une interface pédagogique facilitant les réponses des porteurs de projet.

Organisation de rencontres régionales avec les porteurs de projets :

Avant la date limite de dépôt des dossiers, une journée de lancement du programme et de rencontre avec les porteurs de projets a été organisée par l'Ireps-LR et les comités départementaux, pour le compte du Conseil régional. L'objectif étant de présenter les orientations du programme, les appels à projet en cours, répondre à leurs questions, mais aussi à partager les pratiques, développer une culture commune sur les problématiques de santé des jeunes.

Conception d'un protocole d'évaluation du programme Santé des Jeunes et participation à l'évaluation du programme

Afin de vérifier la pertinence du programme, sa cohérence avec les enjeux sanitaires et sociaux des territoires régionaux et départementaux ainsi que son déroulement, l'IREPS soutenu par les Comités Départementaux et en lien avec la Direction de la Santé du Conseil Régional a rédigé un protocole d'évaluation et les outils d'évaluation du programme.

Coup de projecteur

La journée sur les Inégalités sociales de santé :

Cette journée s'inscrit dans la finalité de réduction des inégalités sociales de santé du programme Santé des jeunes, mais dépasse ce cadre pour viser à développer une culture commune parmi tous les acteurs de la promotion de la santé en région Languedoc-Roussillon. La journée vise notamment à partager l'état d'avancement de la recherche sur les inégalités sociales de santé, à réfléchir sur les pratiques adaptées depuis la mise en œuvre des politiques régionales et locales de santé publique, jusqu'à la mise en œuvre d'actions de promotion de la santé.

Les participants sont autant des institutions, décideurs et techniciens, que des acteurs de terrain. En 2012, la thématique était : « **Agir dès la petite enfance pour réduire les inégalités sociales de santé ».**

Lot 2 : Programme Santé des Jeunes 15-25 ans - Conseil régional

Objectif

Analyser les projets et évaluer les actions mises en œuvre dans le cadre du programme santé des jeunes, établir des recommandations aux porteurs de projet pour améliorer la qualité des actions et leur apporter un soutien méthodologique, développer le partenariat et l'échange de pratiques.

Activité I : Analyser les actions et projets, proposer un accompagnement méthodologique et une évaluation des actions

Activité 2 : Rencontrer l'ensemble des CESC, CFA

Activité 3 : Proposer un protocole d'évaluation des démarches partenariales et réaliser l'évaluation

Activité 4 : Organiser 7 réunions inter-départementales

Analyse des projets, rédaction de recommandations et soutien méthodologique aux porteurs de projets afin d'améliorer la qualité des actions

Le Codes I I est à la disposition des porteurs de projets du département afin de leur apporter un soutien méthodologique. En 2012, la demande du Conseil Régional était de centrer cet accompagnement méthodologique sur l'évaluation des résultats et les démarches partenariales. Parallèlement à ce travail, le réseau IREPS LR/CODES a réalisé une analyse des rapports d'évaluation de l'ensemble des porteurs de projets du programme afin de réaliser une synthèse des points forts et des manques de ces documents.

■ Rencontres des Lycées et des CFA :

Les jeunes fréquentant les lycées, les centres de formation pour apprentis (CFA) et les missions locales sont les 3 publics prioritaires du Conseil Régional dans le cadre de son programme. Seules les missions locales ont quasiment toutes développé des programmes sur la santé des jeunes. L'objectif de ces rencontres était de créer une dynamique identique avec les lycées et les CFA.

Organisation de réunions interdépartementales :

Afin de créer du lien, améliorer la qualité des actions et renforcer le partenariat, des journées de réflexions et d'échanges de pratiques sont réalisées. En 2012, 2 réunions interdépartementales ont eu lieu à Narbonne réunissant les professionnels de l'Aude et des PO: sur la participation et sur les compétences psychosociales. Toutes deux ont eu beaucoup de succès.

P

Coup de projecteur

Les journées interdépartementales

Les 2 journées interdépartementales ont permis aux professionnels de l'Aude et des PO de se rencontrer, d'échanger sur leurs pratiques et leurs expériences. Les participants ont apprécié ces rencontres qui leur ont en outre permis de partager des idées, de créer des liens, des partenariats qui perdurent encore.

Programme Santé des Jeunes 15-25 ans - Conseil régional - Modules Santé

Objectif

Donner aux stagiaires des centres de formation du département des outils pour leur permettre de gérer eux-mêmes leur santé.

Méthode / Déroulement

Le CODESII a mené en 2012, 34 modules santé sur le département.

Deux sessions de 3 heures ont été proposées aux centres de formation, autour de thématiques santé et selon une approche globale. Les objectifs des interventions étaient de :

- Développer les compétences psycho-sociales des jeunes
- Renforcer leur motivation, leur confiance en soi et leur estime de soi : pour leur donner envie de se sentir bien, pour qu'ils considèrent la santé comme un droit légitime
- Améliorer leur capacité de communication et d'échange
- Améliorer leurs connaissances sur les droits (Sécurité Sociale, CMU) et sur les lieux ressources

Public

Les jeunes suivant des stages de formation, dans le cadre du programme d'actions préparatoires à l'insertion (API) : Parcours actif vers l'insertion professionnelle, Mobilisation Projet Professionnel, Préparation aux métiers, écoles de la 2^{ème} chance.

Centres de formation concernés : GRETA, IRFA, CFPM, CIDFF, Régie des Quartiers, FAOL, Batipôle, Association CEMEA, ER2C, CEMAPHOR

Outils utilisés

- Outils pédagogiques,
- Fonds documentaire du CODESII,
- Affiches et brochures de l'INPES.

Points clés de l'évaluation

Le nombre de bénéficiaires total est de 215 jeunes.

70% estiment que ces interventions leur ont permis de connaître des professionnels et les structures de santé. La majorité des stagiaires s'accorde à dire que les modules santé sont un espace d'expression et d'échanges libres qu'il est important de valoriser.

Personne référente du projet

Sophie Conéjéro

Perspectives 2013

Le comité souhaite poursuivre l'animation des modules santé selon une nouvelle formule axée sur les compétences psycho-sociales.

Coup de projecteur

La nouvelle version des modules santé en 2013 :

- * Des animations de séances collectives auprès des jeunes.
- * Un travail avec les formateurs (une charte d'engagement est proposée aux formateurs).

Trois séances à inscrire dans le projet pédagogique

Séance I : « Savoir où s'adresser quand on a une question ou un problème »

Séance 2 : « Développer l'écoute de l'autre et respecter sa parole et ses choix »

Séance 3 : « Développer la capacité à exprimer son ressenti et ses émotions face au stress ».

Au cours des séances, les trois thématiques principales du Programme Santé des Jeunes seront abordées : les addictions, la vie affective et sexuelle, le bien-être.



Programme Santé des Jeunes 15-25 ans – Conseil régional – Formation « Une estime de soi, des estimes de soi »

Objectif

Développer les compétences des professionnels au contact des jeunes dans la mise en œuvre de projets d'acquisition de compétences psychosociales

Méthode / Déroulement

La formation se déroule sur 3 journées et aborde :

- Apports théoriques sur les concepts
- Présentation d'actions, d'outils et de partenaires sur la thématique : estime de soi
- Méthodologie de projets et accompagnement collectif

En 2012, le Codes I I a organisé 2 sessions de cette formation (Mars et Décembre) auxquelles ont participé les professionnels du département.

La formation, et la thématique connaîssent un réel succès auprès des professionnels intervenant auprès des jeunes de 15 à 25 ans, dû :

- A la thématique abordée, l'estime de soi et les compétences psycho-sociales, correspondant aux besoins et préoccupations de ces jeunes (et donc des professionnels),
- A la construction de la formation qui associe théorie et pratique (apports sur les concepts, présentation d'expériences et d'outils concrets, mise en situation et échanges, etc).

Public

Les professionnels des lycées, MLI, CFA et centres de formation (Ecoles de la 2^{ème} chance inclues).

Outils utilisés

- Outils pédagogiques,
- Fonds documentaire du CODESII,



Points clés de l'évaluation

30 professionnels formés à la méthodologie de projet, à la mise en œuvre de projets d'éducation pour la santé sur l'estime de soi et le développement des compétences psycho-sociales auprès des jeunes de 15 à 25 ans.

Personne référente du projet

Sophie Conéjéro

Perspectives 2013

Nouveau projet déposé dans le cadre du dernier appel à projets du Conseil Régional pour accompagner, collectivement et sur sites, les participants à la formation « Estime de soi » dans l'élaboration, la mise en œuvre, l'évaluation et la valorisation de projets sur l'estime de soi et le développement des compétences psycho-sociales au sein de leur établissement.

Coup de projecteur

Cette formation est à l'heure actuelle proposée uniquement aux professionnels des lycées, MLI, CFA, Centres de formation et Ecoles de la 2ème chance.

Son succès auprès d'autres professionnels du département et hors département (collèges, associations thématiques, centres de loisirs, etc... incite le Codes I l à proposer cette formation dans le cadre de la formation continue.

Programme Santé des Jeunes 15-25 ans – Conseil régional – Formation «Choisir une contraception adaptée»

Objectif

Nous visons ici l'amélioration des compétences (connaissances des méthodes, informations précises, données validées, posture d'accompagnement) mais également la prise de conscience et la compréhension des déterminants historiques et sociaux qui ont conduit à la situation actuelle en matière de contraception et d'avortement notamment concernant les mineur-e-s.

La question de la sexualité et des représentations sociales de la sexualité, sont également nécessaires pour faciliter la posture des intervenant-e-s IDE ou autres qui se trouvent souvent en difficulté face aux divers dogmatismes auxquelles il-elle-s doivent faire face et aux questions ou aux réflexions des adolescent-e-s.

Méthode / Déroulement

La formation alterne apports théoriques et exercices pratiques. L'accent est mis sur le développement et la valorisation des compétences, le travail sur les représentations sociales et l'acquisition d'une véritable expérience associée à la réflexion.

En 2012, le Codes II a organisé 2 sessions de cette formation auxquelles ont participé 23 professionnels du département de l'Aude, des Pyrénées Orientales et de l'Hérault.

Public

Les infirmières scolaires et les médecins scolaires de la région.

Outils utilisés

- Outils pédagogiques,
- Fonds documentaire du CODESII,



Points clés de l'évaluation

Du point de vue de la pertinence de la formation, les objectifs annoncés ne correspondaient pas totalement aux besoins et aux attentes des participants de la l'ère session. De nombreuses infirmières attendaient une réactualisation de leurs connaissances sur les moyens de contraception oraux et sur les modalités d'organisation relatives à leur droit de renouveler ces contraceptifs en milieu scolaire.

Du point de vue de la cohérence de la formation : Pour certains participants les méthodes utilisées ne correspondaient pas totalement aux objectifs poursuivis par la formation. Par exemple, certaines infirmières auraient préféré une méthode d'animation basée sur l'apport de connaissances médicales par un gynécologue, plutôt qu'une animation basée sur leurs connaissances et leurs expériences professionnelles.

Suite à la lère session nous avons procédé aux réajustements nécessaires pour mieux répondre aux besoins des infirmières de la 2ème session. (Ex : Précisions sur la commande institutionnelle et les rôles distincts du Codes I I et du MFPF, Inversion entre la Ière et la 2ème journée du programme de formation, apport de connaissances médicales sur les moyens de contraception oraux par le MFPF, présentation de programmes de prévention et d'actions innovantes en éducation à la vie affective et sexuelle par le Codes I I, présentation généraliste des moyens de contraception par le Codes I I)

Personne référente du projet

Maire Marurai en partenariat avec le MFPF de l'Hérault

Perspectives 2013

Nous souhaitons reconduire cette formation et la proposer aux infirmières dûment intéressées.

Toutefois, quelques réajustements doivent être opérés suite à l'évaluation, pour mobiliser les infirmières réellement intéressées par la formation :

- Améliorer la communication entre les commanditaires institutionnels (Rectorat) et les opérateurs (MFPF et Codes I I)
- Eviter les frustrations des participants et des opérateurs en informant correctement les participants au préalable du contenu de la formation validée par les commanditaires institutionnels
- Travailler en amont sur le contenu de la formation avec les commanditaires institutionnels et ne pas se baser sur une formation existante pouvant proposer des objectifs pédagogiques différents



Coup de projecteur

Au vu des évaluations, nous constatons également la satisfaction de la majorité des infirmières pour une formation qui ne correspondait pas au départ à leurs attentes.

Cela démontre l'intérêt d'une formation basée sur l'impact des représentations sociales de la sexualité dans le choix d'une contraception

Manger, bouger pour mieux grandir : élaboration d'un guide pédagogique

Contexte/ Note d'opportunité

Actuellement la région Languedoc Roussillon est mal positionnée concernant les statistiques d'obésité et de surpoids chez les jeunes enfants. L'alimentation des enfants est un thème prioritaire de santé publique en Languedoc Roussillon sur lequel le réseau des comités d'éducation pour la santé s'investit depuis de nombreuses années.

L'importance de donner des habitudes alimentaires favorables à la santé ainsi que d'initier les enfants au plaisir de l'activité physique, dès le plus jeune âge, en agissant sur l'environnement direct de l'enfant sont les ambitions de ce projet.

Ce programme initié par le CODES66 se déploie au niveau régional. En 2008, 2 nouveaux départements (Aude et Lozère) se sont investis dans cette action. En 2009 l'ensemble des départements se sont investit avec une coordination régionale. Il s'agissait en 2010/2011 de poursuivre cette dynamique. Il s'articule donc entre une dimension microlocale en termes de déroulement de l'action et une cohérence régionale en termes d'échanges de pratiques, de modalités d'évaluation et de communication.

En 2011/2012, les Codes II et 66 capitalisent les expériences menées les années précédentes à travers la réalisation d'un guide pédagogique à destination des professionnels de la petite enfance.

Objectifs

Objectif général

A partir de l'expertise du programme « Manger bouger pour mieux grandir », permettre aux acteurs de la petite enfance d'engager des actions de lutte contre l'obésité

Objectifs spécifiques

- Inciter les professionnels des structures petite enfance à se mobiliser dans la lutte contre l'obésité
- Contribuer au développement des activités sur le thème du « manger bouger » en direction des tout petits
- Soutenir/accompagner les professionnels dans leur accompagnement des parents.

Objectifs opérationnels

- Apporter des connaissances à partir d'études scientifiques récentes
- Présenter les enjeux du PNNS3
- Questionner les pratiques en cours dans la structure où au domicile
- Permettre aux professionnels d'apporter des conseils adaptés à chaque parent
- Faciliter l'appropriation d'activités pédagogiques faciles et adaptées.

Méthode / Déroulement

A partir de l'expérience menée dans la région, les comités 11 et 66 ont réalisé un guide pédagogique à destination des structures petite enfance, ce dernier se compose de 4 parties :

- partie I : Pourquoi lutter contre l'obésité dès la petite enfance

- partie 2: Quelles sont les connaissances et conseils aux professionnels et à diffuser en direction des parents ?
- <u>partie 3</u>: Quelles sont les préconisations et les postures face aux questions et observations des professionnels et des parents ?
- **partie 4** : fiches pédagogiques (activités à destination des enfants)

Personne référente du projet

Elodie Lagneaux

Publics

Structure petite enfance de la région LR

Outils et documentation utilisés

- Fonds documentaire du CODESII
- Documentation et brochures de l'INPES
- Documentation du CERIN
- Outils pédagogiques du réseau IREPS/CODES
- Etudes, plans et programmes en matière de nutrition



Le guide pédagogique a vu le jour et est actuellement en phase de test et de validation auprès du réseau IREPS/CODES et de la Commission Régionale Nutrition Santé.

Sa diffusion devrait être appuyée et relayée à travers la mission du correspondant nutrition dans le cadre de la COM avec l'ARS.

Coup de projecteur

L'évaluation des actions des années précédents nous montre que :

- dans chaque structure, une réelle réflexion s'engage sur les pratiques liées à l'alimentation pour les professionnels et les parents.
- l'impact sur les comportements alimentaires est visible à travers la réactualisation ou acquisition de connaissance, le changement de comportements individuels, le changement au niveau du fonctionnement même des crèches et le développement chez les professionnels de leur rôle de conseil auprès des parents.
- dans l'Aude, plusieurs structures participantes en 2008, 2009 et 2010 ont fait perdurer les interventions des psychomotriciens, psychologues ou encore diététiciens, ou ont mis en place des activités de sensibilisation à la nutrition comme la création de potagers ou des ateliers cuisine.



Les programmes départementaux



Nutrition santé... Tout un programme!

Contexte

Deux études nationales récentes montrent une prévalence de l'obésité de3.5% et du surpoids de 14.3% chez l'enfant de 3 à 17 ans (Enquête nationale nutrition santé de l'INVS et enquête de l'INCA en 2006-2007). Le baromètre santé nutrition LR 2008 ainsi que plusieurs études de l'ORES et l'ORS-LR montrent que la problématique est tout aussi présente dans notre région.

Le CODESTI intervient depuis plusieurs années dans certains établissements scolaires du département (notamment les écoles et les collèges), sur la thématique nutrition. Les demandes des établissements, en matière d'éducation pour la santé, concernant la nutrition se multiplient : petit déjeuner, fruits et légumes, restauration scolaire, collation, alimentation et activité physique...Ce projet cadre s'inscrit dans une volonté du CODESTI de répondre à ces sollicitations de manière adaptée et cohérente au niveau du territoire départemental. Par un travail d'intervention, d'accompagnement des équipes et d'élaboration participative d'un projet pour chaque établissement concerné, cette démarche devrait permettre une pérennité des projets émergeants, en y associant les acteurs et partenaires locaux.

Ce projet pluriannuel permet de construire, d'évaluer et de valider une démarche adaptée aux établissements scolaires, afin de répondre au mieux aux besoins des équipes éducatives, et permettre une généralisation sur le département.

Ce projet s'inscrit également dans la continuité du projet Santé Buissonnière, mené depuis 3 ans dans tous les départements de la région, et tente de palier à un besoin d'accompagnement de certains établissements du département.

Il n'est plus envisageable aujourd'hui de répondre ponctuellement aux demandes existantes. Il s'agit donc dans cette démarche de mutualiser les ressources sur le département, pour construire, en partant des demandes et des besoins du terrain, un modèle adapté, validé puis transférable.

Objectifs

Objectifs généraux

- Promouvoir des comportements favorables à la santé en matière de nutrition, en participant à l'atteinte des objectifs nutritionnels du PNNS2 et du PNNS3 et en construisant une démarche globale et cohérente au niveau de territoires donnés sur le département en fonction des demandes et besoins de plusieurs écoles et établissements scolaires de l'Aude, en matière de nutrition et notamment d'activité physique
- Engendrer ou renforcer une dynamique entre les acteurs (scolaires et extrascolaires) concernés pour aboutir à l'élaboration d'un projet autonome sur chaque territoire (avec in fine une augmentation du nombre de projets en nutrition publique mis en place dans le département)

Objectifs spécifiques:

Accompagner les acteurs d'un territoire donné dans le développement de projets autour de l'activité physique avec notamment l'augmentation de Cars à pattes dans l'Aude

- Accompagner et former les équipes éducatives pour qu'elles s'engagent de manière durable sur un volet nutrition de leur projet d'établissement et plus largement sur un territoire donné (quartier)
- Sensibiliser et éduquer les enfants des établissements concernés à des thèmes précis de nutrition (relais des campagnes d'information et de promotion en nutrition), avec des spécificités en fonction de la demande de chaque établissement. A titre d'exemple, nous suivrons dans certains cas des objectifs tels que :
 - Augmenter la consommation de fruits et légumes
 - O Développer une réflexion sur l'image du corps, en lien avec l'activité physique
 - Favoriser l'adoption des repères nutritionnels du PNNS face aux réalités socioéconomiques
 - O Réfléchir à l'eau dans la vie quotidienne
 - o Travailler sur une famille d'aliments (produits laitiers, féculents...)
 - Comprendre les différentes transformations que subissent les aliments (du jardin à l'assiette...)
 - O Analyser et mener une réflexion sur les menus de la cantine
 - o Le cas échéant, contribuer à la suppression de la collation dans les écoles maternelles
 - \sim (...)
- Sensibiliser les parents sur l'équilibre alimentaire et sur l'activité physique de leurs enfants, et les associer/impliquer dans l'élaboration et la réalisation de la démarche au sein de chaque établissement

Méthode / Déroulement

Le contenu des différents projets varie en fonction des demandes (thèmes, méthodes, stratégies...), et des spécificités locales de chaque établissement scolaire, toutefois la trame des différents projets intégrant ce projet cadre reste commune :

- La constitution d'un comité de pilotage départemental composé notamment des représentants des différentes institutions ou structures concernées (Education Nationale, ARS, CPAM, DDCSPP, Conseil Général, CODESTI, Association des maires de l'Aude, Fédérations de parents d'élèves...). Il se réunira au moins une fois dans l'année pour assurer un suivi macroscopique de la démarche.
- La constitution d'un groupe projet au sein de chaque établissement : une attention particulière est portée sur le fait que l'infirmière scolaire ne soit pas être seule à porter le projet au sein de l'établissement. Ainsi, les principaux, enseignants et CPE ont intégré les groupes projet.
- Les actions auprès des élèves : Séances d'éducation nutritionnelle, information, échanges interactifs élaborées et animées selon les principes généraux d'une action d'EPS. Mais aussi présentation/valorisation des productions/réflexions/démarches réalisées par les élèves.
- Les actions auprès des parents avec la présentation de la démarche auprès des parents, une séance de rencontre/échange sur avec un partenaire spécialisé et une invitation des parents lors du temps de présentation/valorisation des élèves mais aussi lors des réunions du comité de pilotage et groupe projet.
- Les actions auprès des professionnels socio-éducatifs sous forme d'accompagnement collectif (formation à la méthodologie de projet, temps d'échanges avec les partenaires et expérimentation d'outils) mais aussi d'accompagnements individualisés.
- Les actions auprès des élus avec une rencontre/échange de présentation de la démarche et invitation des élus lors du temps de présentation/valorisation des élèves mais aussi lors des réunions du comité de pilotage.

Année	Structures participantes	Evolution du partenariat	Résultats
2008/2009	- 1 école maternelle - 4 collèges	COPIL composé de 17 structures ou institutions	
		Animations assurées par le Codes11	
2009/2010	- 5 écoles maternelles - 7 collèges - 1 association sportive (dont 9 nouveaux)	COPIL composé de 12 structures ou institutions 5 partenaires opérationnels (nutrition, activité physique)	 1474 élèves ont été touchés par l'action. 125 séances d'éducation nutritionnelle ont été menées en tout et 61 temps forts (kermesse, fête des parents, etc.) 179 parents étaient présents tout au long des temps forts prévus par les établissements et 34 ont assisté à des rencontres avec les partenaires du projet. (794 parents indirectement) 30 professionnels ont participé.
2010/2011	- 4 écoles maternelles - 7 collèges - 1 association sportive (dont 4 nouveaux)	COPIL composé de 27 structures ou institutions 15 partenaires opérationnels (nutrition, activité physique, développement durable)	 - 1105 élèves ont été touchés par l'action. - 113 séances d'éducation nutritionnelle ont été menées en tout et 61 temps forts (kermesse, fête des parents, etc.) - 172 parents étaient présents tout au long des temps forts prévus par les établissements et 34 ont assisté à des rencontres avec les partenaires du projet. (794 parents indirectement) - 32 professionnels ont participé.
2011/2012	- 3 écoles maternelles - 4 écoles élémentaires - 5 collèges (dont 6 nouveaux)	COPIL composé de 27 structures ou institutions 15 partenaires opérationnels (nutrition, activité physique, développement durable)	- 1319 élèves ont été touchés par l'action 78 séances d'éducation nutritionnelle ont été menées en tout et 20 temps forts (kermesse, fête des parents, etc.) - 58 parents étaient impliqués directement - 20 professionnels ont participé.

Personne référente du projet

Elodie Lagneaux

Territoire

Département de l'Aude

Partenaires

- ARS, ACSE, Education Nationale, DTII de l'ARS, DDCSPP, Conseil Général de l'Aude, Elus des communes des établissements participants, Fédérations des parents d'élèves
- Mais aussi des partenaires opérationnels : CPAM AUDE ; CERIN ; CNIEL ; Diététicienne en libéral ; LECODE ; Comptoir des Soupes ; ASC Athlétisme ; EPGV ; GéeAude ; CPIE des Hautes-Corbières ; Ferme de Borde Grande ; Fédération Aude Claire ; SMiCTOM du Carcassonnais ; Nature & Progrès Aude ; Le Chant des Bois

Public cible

- Enfants et adolescents : écoles maternelles, élémentaires et collèges du département
- Parents d'élèves
- Professionnels du système éducatif
- Elus locaux

Outils utilisés

Le Fonds documentaire et outils pédagogiques du CODESII



Coup de projecteur



Ce projet cadre permet à de nombreux établissements de bénéficier de l'appui du CODESII dans la mise en place de leur projet nutrition. La démarche qui accompagne ce projet cadre permet à chaque établissement de s'adapter à ses spécificités (objectifs, stratégies, etc.).

Santé et bien-être dans nos quartiers

Contexte

Le projet intergénérationnel « santé et bien-être dans nos quartiers » a pour but de sensibiliser les jeunes et tes familles des quartiers CUCS de Carcassonne, aux gestes favorables à la santé à travers :

- des ateliers intitulés « santé et bien-être » auprès des habitants
- des actions nutrition auprès des élèves des écoles du quartier du Viguier/St Jacques
- des actions d'éducation pour la santé avec les clubs ados et Point Information Jeunesse

Des thématiques diverses sont abordées à la demande des participants pendant les ateliers, en prenant en compte les besoins et attentes des territoires concernés (bien-être, estime de soi, nutrition, etc.) par le Codes I I ou des partenaires spécialisés et un travail de continuité est engagé avec les écoles du Viguier/St Jacques.

Ce projet est mis en œuvre dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Objectifs:

Objectifs généraux

- Sensibiliser les jeunes et les familles des quartiers aux gestes favorables à la santé en optant pour une approche de santé globale lors d'ateliers « santé et bien-être »
- Développer les échanges et renforcer la coordination entre professionnels, acteurs de l'éducation pour la santé, afin de mener des actions concertées en réelle adéquation avec les besoins et attentes du public

Objectifs spécifiques

Action I :

- Mettre en place des ateliers « santé et bien-être » qui permettront aux habitants des quartiers de partager un moment convivial et :
 - de s'exprimer sur ce qu'ils vivent quotidiennement personnellement et sur les problématiques qu'ils rencontrent avec leurs enfants (violence, addictions, nutrition, sexualité, etc),
 - o de développer leurs compétences psychosociales,
 - o de les sensibiliser aux gestes favorables à la santé (nutrition, environnement, etc.),
 - o de découvrir des activités pédagogiques autour des thématiques abordées (ateliers cuisine, activités autour de l'estime de soi, ...)
 - o de s'informer sur des thématiques spécifiques (vaccination, accès aux droits, etc.)
- Créer du lien et faire partager les actions en éducation pour la santé déjà engagées dans les quartiers

Action 2:

- Mettre en place des actions thématiques dans les quartiers en prenant en compte les problématiques et spécificités des publics concernés :
 - journée prévention autour des addictions auprès des jeunes du quartier du Viguier/St jacques
 - o sensibilisation des jeunes du quartier Viguier à la nutrition
 - o sensibilisation des ados des quartiers La Conte/Ozanam à la nutrition
 - o sensibilisation des jeunes du quartier La Conte au tabac

- Créer du lien et faire partager les actions en éducation pour la santé déjà engagées dans les quartiers

Méthode / Déroulement

En partant de l'existant (groupe d'ados et groupe des familles déjà constitués dans les pôles familles des centres sociaux), il s'agit d'organiser à raison d'une fois par mois des ateliers intitulés « santé et bien-être » dans les quartiers du carcassonnais visant à promouvoir la santé auprès des habitants. Les centres sociaux sont les partenaires majeurs pour la mobilisation des participants et pour la communication autour des ateliers.

Les interventions du Codes I l'ainsi que de professionnels extérieurs permettent aux participants :

- ✓ de s'exprimer sur ce qu'ils vivent au sein du quartier (emploi, logement, violence, addictions, etc),
- etc),

 ✓ de développer leurs compétences psychosociales,
- ✓ de les sensibiliser aux gestes favorables à la santé (nutrition, environnement, etc.),
- ✓ de découvrir des activités pédagogiques autour des thématiques abordées (ateliers cuisine, activités autour de l'estime de soi)
- ✓ de s'informer sur des thématiques spécifiques (vaccination, accès aux droits)

A la fin de chaque atelier, les participants choisissent la thématique à développer lors du prochain atelier, de façon à répondre au plus près à leurs besoins.

Des actions en direction des jeunes ont également été inscrites dans ce projet global à savoir :

- journées de sensibilisation aux addictions (narguilé, tabac, alcool, drogues) au Viguier où au total 34 jeunes de 14 à 16 ans ont été touchés et 7 parents
- travail avec le collège Alain (classes de 6ème) : 110 élèves touchés par 15 séances
- apéro ados avec *18 ados* du quartier la Conte/Ozanam : sensibilisation à l'équilibre alimentaire et à la consommation de fruits et légumes et atelier cuisine)
- atelier cuisine à La Conte, découverte et achats des recettes au marché, préparation des recettes par groupe et dégustation du repas avec les familles des quartiers La Conte/Ozanam : I I ados et 2 familles ont participé

Territoire

Quartiers prioritaires de la ville de Carcassonne

Personne référente du projet

Elodie Lagneaux

Partenaires

socio-esthéticienne, éducateurs à l'environnement

Public

- Habitants des quartiers prioritaires
- Elèves des écoles des quartiers prioritaires

Outils utilisés

■ Fonds documentaire du CODESII

Points clés de l'évaluation

Action 1 : 99 participants au total dont 50% d'entre eux sont au moins venu 2 fois aux séances Nombre de thématiques traitées : 8 thématiques différentes

Une satisfaction quant aux ateliers proche des 100%, une forme et un contenu approprié aux attentes.

Action 2:



- Satisfaction des jeunes quant aux journées de prévention addictions : 100% sont plutôt ou tout à fait satisfait des journées de sensibilisation
- Nombre de jeunes déclarant changer leurs comportements suite aux journées de prévention addictions : 80% d'entre eux ont pris conscience de l'usage nocif des produits
- Satisfaction des acteurs locaux quant aux actions menées autour de la nutrition : 100% de satisfaction
- Tous les jeunes ayant participé aux ateliers cuisine ont souhaité revenir, ils sont plutôt satisfaits et mettent en avant la convivialité de ces ateliers

Perspectives 2013

Projet reconduit et élargi à tous les quartiers CUCS de la ville puisqu'une réelle demande émane de leurs publics, les ateliers seront axés sur la santé et le bien-être en abordant les thématiques nutrition, estime de soi, accès aux droits, vaccinations, ... en direction des parents qui pourront retransmettre leurs savoirs, savoir-être et savoir-faire acquis à leurs enfants.

Coup de projecteur



L'approche intersectorielle adaptée aux différentes actions à permis d'améliorer et de valoriser les compétences des acteurs. Ces actions pour être efficace doivent être menées dès le plus jeune âge et doivent donc cibler, comme nous l'avons fait, la petite enfance, l'enfance et la parentalité.

Cette riche expérience menée cette année nous permet de constater que les habitants ont besoin de temps collectifs mais aussi individuels pour faire part de leurs problématiques. La valorisation des compétences de chacun influe sur leur estime d'eux-mêmes, ce qui tend à améliorer la santé des habitants.

Bien-être et estime de soi

Contexte

Ce projet mis en œuvre dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de Narbonne vise à favoriser une meilleure estime de soi du public centre ville.

En effet, le diagnostic partagé ASV a permis de définir des priorités d'actions sur des thématiques majeures dont le bien-être et l'estime de soi. Le quartier centre ville étant de plus un des quartiers prioritaires, l'action répond totalement à un besoin identifié.

De plus les personnes accueillies au GEM sont en souffrance psychique et sont pour la plupart en rupture avec la société.

Il s'agit alors, à travers 2 actions innovantes de redonner confiance à des personnes vulnérables en développant leurs compétences psychosociales.

Objectifs:

Objectif général

Favoriser une meilleure estime de soi du public centre ville de Narbonne et notamment des adhérents du Groupe d'Entraide Mutuelle

Objectifs spécifiques

- permettre au public du GEM de s'exprimer librement sur un sujet lié au bien-être et à l'estime de soi
- renforcer les compétences psychosociales du public accueilli
- améliorer la socialisation des personnes accueillies en leur permettant de mieux s'exprimer en public

Méthode / Déroulement

Action I : Ateliers santé « Bien-être et estime de soi »

Contenu:

Des séances auprès du public ont abordé l'hygiène de vie, l'accès aux soins, l'image du corps dans les médias, la perception du regard de l'autre, la connaissance et la valorisation de la communication corporelle, la mise en valeur de son image, la découverte des jardins botaniques de la ville, ...

Les participants ont également pu mettre en œuvre leurs acquis à travers des ateliers pratiques de création de cosmétiques.

Action 2 : La mise en valeur de soi à travers une expo photos et un spectacle

Contenu:

Valorisation des acquis autour du bien-être et de l'estime de soi à travers une expo photos « Je suis malade psychique et j'ai des choses à vous dire »

Des séances ont tout d'abord porté sur la mise en valeur de soi à travers la photo et des ateliers écriture pour illustrer les photos

De plus, un spectacle autour de l'estime de soi a été préparé par les adhérents du GEM et a été présenté fin 2012.

Territoire

Quartier prioritaire (centre ville) de la ville de Narbonne

Personne référente du projet

Elodie Lagneaux

Partenaires

socio-esthéticienne, éducateurs à l'environnement, intervenante écriture, infographiste

Public

■ Habitants des quartiers prioritaires

Outils utilisés

■ Fonds documentaire du CODESII

Points clés de l'évaluation

Action I:

- 80% des bénéficiaires ont une meilleure estime d'elles-mêmes
- 60% des bénéficiaires prennent plus soin de leur apparence, de leur santé et de leur logement.
- 80% des bénéficiaires sont plus à l'aise quand ils sortent sur l'extérieur

Action 2:

- Sur 15 bénéficiaires ayant assisté aux ateliers, 12 ont souhaité apparaître sur les affiches soit **80**% d'entre eux.
- Les 12 bénéficiaires étaient fiers de pouvoir renvoyer une image positive d'eux-mêmes et de participer à la déstigmatisation de la maladie psychique.
- Le fait de savoir qu'ils allaient être vue par des habitants de la ville de Narbonne ne leur faisait plus peur.
- Stéphanie, adhérente: « Jamais autant d'adhérents ne s'étaient investis dans un projet au GEM ».

Perspectives 2013

Projet reconduit et élargi à une autre structure du quartier centre ville de Narbonne puisqu'une réelle demande émane de leurs publics, les ateliers seront axés sur la santé et le bien-être en abordant les thématiques estime de soi, vie affective et sexuelle à travers le rapport à soi et le rapport aux autres.

Coup de projecteur

Dès la mise en place de l'exposition, les visiteurs ont montré un grand intérêt au sujet et à la qualité du travail. Ils se sont montrés curieux.

L'expo photos connaît aujourd'hui un grand succès à travers le département et a déjà été exposé à la MJC de Lézignan-Corbières, à la MDPH, durant la SISM à Narbonne et Carcassonne, au lycée Bonséjour de Narbonne, au CCAS de Narbonne.



Projet tabac quartier La Conte

Contexte

Une dynamique départementale propice à la mise en place de projets par le maintien du collectif tabac réunissant l'ensemble des professionnels impliqués dans les actions de prévention du tabagisme jusqu'au mois de Janvier 2011;

Un partenariat fort et engagé avec les associations du quartier concernées par le projet telles que couleurs citoyennes et la régie des quartiers sur la problématique du tabagisme ;

Une volonté affichée du collège et du lycée de mener des actions de prévention du tabagisme ;

De plus, la légitimité et les compétences du Codes I I sont partagées et reconnues par l'ensemble des partenaires tant sur le quartier La Conte que sur le département de l'Aude.

Objectif général :

Objectif général

Engager une démarche globale et cohérente de prévention du tabagisme au niveau du quartier La Conte auprès des personnes en situation de précarité

Objectifs spécifiques

- Impliquer la population dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation d'actions de prévention du tabagisme
- Favoriser le décloisonnement institutionnel (intersectorialité), et professionnel, la transdisciplinarité et la pluridisciplinarité
- Développer et renforcer les compétences psychosociales des jeunes (résister à la pression des pairs, renforcer la capacité à dire non au tabac, favoriser l'esprit critique....)
- Informer les familles résidant sur le quartier

Méthode / Déroulement

Nous avons rencontré les personnes ressources du projet du collège, du lycée et des associations implantées dans le quartier La Conte afin de dégager les moyens d'actions et les réponses qui paraissent les plus opportunes car il nous semblait pertinent d'aller plus loin et d'intégrer dans notre projet une analyse plus fine de la situation, portant sur l'expression des demandes et des attentes des populations locales concernées par l'action.

Afin de réaliser cette analyse, un groupe d'élèves de la filière BTS SP3S du lycée Jules Fil a élaboré une enquête sous forme d'un questionnaire portant sur les croyances, les représentations et les connaissances relatives au tabac à l'attention des jeunes âgés de 12 à 15 ans du quartier La Conte.

Dans un premier temps, afin d'évaluer la faisabilité et la pertinence de cette enquête, ces jeunes ont expérimenté ce questionnaire auprès des jeunes collégiens.

Ensuite, ces jeunes ont diffusé ce questionnaire auprès de l'ensemble des élèves de 6ème du collège. L'analyse des résultats a démontré......

Dans un second temps, une formation de jeunes relais dans la mise en place d'actions de prévention du tabagisme a été proposée aux collégiens fréquentant l'association couleurs citoyennes dans le cadre de l'aide aux devoirs.

Plusieurs rencontres avec les jeunes fréquentant l'association ont eu lieu :

- l'ère rencontre : Présentation du projet de formation de jeunes relais et recrutement de jeunes volontaires (8 jeunes se sont portés volontaires)
- 2ème rencontre : Echanges avec les jeunes sur leurs représentations du tabac
- 3ème rencontre : Propositions de jeux de rôles sur les raisons qui poussent les jeunes à consommer du tabac

La formation de jeunes relais n'a pas pu être finalisée car celle-ci débuté tardivement (au cours du 3ème trimestre). Par contre les jeunes ont manifesté la volonté de participer à ce type de projet à un temps scolaire plus propice (1er ou 2nd trimestre)

Territoire

La Conte est un quartier « classé » Zone Urbaine Sensible et représente plus de 2300 habitants. Il comprend 4 établissements scolaires dont I collège et I lycée concernés par le projet de prévention du tabagisme.

Le projet, mené par le Codes I I et les partenaires est le résultat d'un diagnostic issu d'une démarche de collecte et d'exploitation de données épidémiologiques et d'une réflexion sur la légitimité du projet et de ses acteurs.

Personne référente du projet

Maïré Marurai, chargée de projets

Partenaires

Le lycée Jules Fil, le collège Jules Verne et les associations de quartier telles que Couleurs Citoyennes.

Public

- Lycéens de Jules Fil
- Collégiens de Jules Verne
- Jeunes non inscrits dans un parcours scolaire mais fréquentant les associations de quartiers
- Familles résidant sur le quartier
- Communautés éducatives des établissements scolaires du quartier La Conte

Outils utilisés

- Fonds documentaire du CODESII
- Questionnaires élaborés par les lycéens de la filière BTSSP3S
- Affiches et brochures éditées par l'INPES



Points clés de l'évaluation

87, 6% des élèves interrogées ont entre 11 et 12 ans.

Presque la moitié des personnes sont des garçons (48.8%) et l'autre moitié sont des filles (47,1%) A la question « as-tu déjà essayé de fumer », 84% d'entre eux répondent non, et seulement 13% déclarent avoir déjà fumé ne serait-ce qu'une cigarette. 106 élèves ont répondu n'avoir jamais fumé. 2 ont répondu avoir fumé leur première cigarette à 8, 9 et 11 ans. Parmi ce qui ont déjà fumé, 84% n'ont pas donné de raison, 9% ont répondu par curiosité, 2% ont répondu respectivement « pour faire bien auprès des copains » et « pour imiter les autres ». C'est en voyant faire les copains ainsi que les adultes que les plus jeunes ont envie d'essayer, d'enfreindre les interdits. La moitié soit 50.4% a répondu ne pas fumer du tout, 45.5% n'ont pas répondu et 3.3% ont répondu fumer au moins 1 cigarette par jour.

Plus des trois quart ont répondu que leurs parents leur interdisent de fumer mais 2 % ont répondu qu'ils avaient l'autorisation des parents pour fumer. A la question « pourquoi ne fumes tu pas », presque 80% ont répondu que c'était dangereux pour la santé, 55.4% parce qu'ils en ont pas envie et

43% car ils ont décidé d'être non-fumeurs et plus de 20% ont conscience que les substances présentes dans le tabac peuvent rendre dépendant. Malgré leurs jeunes âges ils ont conscience des méfaits du tabac.

Plus des trois quarts ne se sentent pas gêné d'être non-fumeurs en présence de leurs copains fumeurs, mais 3% ressentent une certaine gêne. 2% des fumeurs ont déjà essayé d'arrêter de fumer et 2% n'ont jamais essayé d'arrêter.

Les fumeurs interrogés ont répondu qu'il faudrait arrêter de fumer car cela est dangereux pour la santé (5%), 2% ont répondu que cela coûte trop cher. Pratiquement la moitié des élèves ne se sent pas assez informé sur les risques du tabac et voudrait plus d'informations mais ne comprend pas toujours les campagnes publicitaires qui sont diffusées à la télévision ou ne les trouvent pas assez convaincantes.

Perspectives 2013

- Diffuser le questionnaire auprès de l'ensemble des classes de 5ème afin d'analyser l'évolution des comportements tabagiques des jeunes
- Valoriser les résultats des questionnaires diffusés l'année dernière
- Mobiliser les parents sur le thème du tabac
- Sensibiliser les classes de 6ème sur la question du tabac
- Valoriser l'action mise en œuvre au sein du quartier La Conte lors de la Journée Mondiale Sans Tabac

Coup de projecteur





Partenariat fort et engagé entre le collège Jules Verne, le lycée Jules Fil et l'association de quartier Couleurs Citoyennes

Vie affective et sexuelle en milieu rural

Contexte

Le comité de pilotage Sexualité, qui rassemble la grande majorité des acteurs du champ (CDAG, MFPF, CIJA, AIDES, CODES), se rencontre régulièrement pour échanger sur les besoins repérés auprès des jeunes et des professionnels sur les différents territoires de l'Aude et pour proposer des actions innovantes en matière d'éducation à la sexualité.

Un des axes forts de ce comité de pilotage est de promouvoir la réduction des inégalités sociales de santé. Ainsi nous avons choisi d'intervenir auprès des populations situées sur des territoires peu couverts par des actions d'éducation à la vie affective et sexuelle mais ou il existe des personnes ressources avec lesquelles nous travaillerons en collaboration.

Selon le schéma départemental d'action sociale et d'insertion, les actions de lutte contre l'exclusion en matière de santé sont bien implantées et bien repérées sur le territoire de Limoux, tant par les usagers que par les acteurs de l'insertion.

Par contre, ce dispositif est très insuffisant sur la Haute Valllée de l'Aude. Les services sociaux, de même que les différents organismes remarquent ce manque pour la population de la Haute Vallée qui se retrouve en plus grande difficulté. (Difficulté d'élaborer un parcours d'insertion avec ses différentes étapes avec comme frein repéré celui de la santé, difficulté de se déplacer pour consulter les partenaires au plus près et impression d'abandon qui entraîne une grande démotivation)

Objectifs

Objectif général

Cet objectif est double. Il s'agit de :

- I. auprès des adultes qui encadrent les jeunes : Renforcer leur capacité d'agir concernant la sexualité des jeunes qu'ils encadrent
- 2. auprès des jeunes : rendre les jeunes acteurs de leur santé en matière de sexualité

Objectifs spécifiques

- Sensibiliser les adultes au contact des jeunes sur les questions de sexualité
- Renforcer l'intention des adultes au contact des jeunes de mener des projets d'éducation à la sexualité
- Renforcer la capacité d'agir des parents concernant la sexualité de leurs enfants
- Renforcer la capacité des jeunes d'agir auprès de leurs pairs
- Renforcer la lisibilité des acteurs et des actions sur les territoires concernés par le projet

Méthode / Déroulement

Dans un premier temps, le Codes II a rencontré le Centre de Dépistage Anonyme et Gratuit de Carcassonne et le Mouvement Français pour le Planning Familial, partenaires opérationnels œuvrant dans le champ de l'éducation à la sexualité pour définir les territoires prioritaires pour la mise en place de ce projet.

Le territoire de la Haute Vallée de l'Aude a été choisi par le Codes I I et ses partenaires.

Ensuite, le Codes II a rencontré les chefs d'établissements de la Haute Vallée de l'Aude (Collège Joseph Delteil à Limoux, collège de Chalabre, collège de Couiza, collège et lycée de Quillan) pour

réaliser une évaluation des besoins recensés au sein de chaque établissement. Effectivement, des actions d'éducation à la sexualité sont-elles menées actuellement ? Ya-t-il la volonté de la direction de développer des actions ? Des personnes relais sont-elles formées et reconnues au sein des établissements scolaires ?

Le Codes II a réalisé une synthèse de ces rencontres et a proposé des axes de travail les plus adaptés aux besoins des établissements scolaires concernés par le projet

Suite à la rencontre du Codes I I avec les partenaires opérationnels œuvrant dans le champ de l'éducation à la sexualité, les équipes éducatives des établissements scolaires et des centres d'éducation spécialisée, le Codes est intervenu auprès des jeunes des établissements suivants : Foyer de Jeunes Travailleurs de Limoux, ITEP de Millegrand, IME de Pennautier et PIJ de Bram

Personne référente du projet

Maïré Marurai, chargée de projets

Territoire

Haute Vallée de l'Aude

Partenaires

- Equipes éducatives du FJT de Limoux, de l'ITEP de Millegrand et du PIJ de Bram
- Mouvement Français pour le Planning Familial

Public cible

Jeunes du FJT de Limoux, de l'ITEP de Millegrand à Carcassonne et du PIJ de Bram.

Points clés de l'évaluation

Le CODESTI s'est investi depuis de nombreuses années dans l'animation d'actions de prévention sur le thème de la vie affective et sexuelle. Cette année, le CODESTI a continué à répondre aux besoins des publics les plus vulnérables en privilégiant une approche globale de la santé sexuelle.

Le FJT de Limoux a souhaité renouveler cette expérience en élargissant la thématique à la prévention de la violence.

Un partenariat fort s'est engagé avec l'AFDAIM –ADAPEII. Suite à la mise en œuvre du projet à l'IME Binger de Pennautier, l'IME de Carcassonne a souhaité bénéficier du soutien méthodologique du Codes I I pour analyser les besoins de l'établissement dans le domaine de la vie affective et sexuelle.

Perspectives 2013

Privilégier l'objectif consistant à renforcer la capacité des adultes à agir dans la sexualité des jeunes qu'ils encadrent



Coup de projecteur

Ce projet a mis en exergue la diversité des publics pouvant être intéressés par ce type de démarche : Jeunes en insertion sociale et professionnelle, jeunes déficients mentaux, jeunes avec troubles du comportement, jeunes vivant en milieu rural isolé.

Nous avons pu relever certains points de vigilance dans la mise en place de projet d'éducation à la vie affective et sexuelle « L'éducation à la sexualité ne se borne pas à donner des informations, même si cela est tout à fait nécessaire ; l'appropriation de l'information passe par un travail d'éducation, de réflexion où les intervenantes doivent nécessairement laisser la place pour faire émerger les représentations et les questionner. L'éducation à la sexualité ne peut se faire des seuls points de vue médicaux, hygiénistes et préventifs mais elle doit intégrer l'ensemble des facteurs contextuels et sociaux dans lesquels elle se situe »

Ateliers santé Maison d'arrêt de Carcassonne

Contexte

En milieu carcéral, le temps de la détention peut-être pour le détenu un moment pour s'informer, se responsabiliser et se préparer à la liberté. A la demande du directeur de la maison d'arrêt, en lien avec le SPIP et le personnel de l'UCSA, le CODESTI a apporté son aide méthodologique pour la mise en œuvre et l'animation d'un programme de prévention et d'éducation pour la santé.

Objectifs

Objectif général:

Rendre les détenus acteurs de leur santé.

Objectifs spécifiques :

Apporter des informations sur les thématiques de santé prioritaires : Alimentation, sommeil, hygiène corporelle et bucco-dentaire, tabac. Diabète, estime de soi.

Objectifs opérationnels :

- Faire de l'atelier un espace de parole,
- Faire participer les détenus aux ateliers en utilisant des méthodes interactives,
- Rendre les détenus "acteurs" de la prévention en devenant des "détenus relais"

Méthode / Déroulement

106 détenus ont participé à l'ensemble des 8 ateliers.

- Mobilisation du directeur, du personnel du SPIP, de la psychologue pour faciliter la mise en place des actions auprès des détenus. Ceux-ci sont invités personnellement à participer à l'atelier. L'animation de l'atelier en binôme, chargée de projets du Codes et psychologue, est intéressante car elle permet à celle-ci de voir les détenus en collectif, alors qu'habituellement elle les rencontre individuellement.
- Mise en place des ateliers santé au rythme de un atelier par mois. Ceux-ci répondent aux besoins des détenus exprimés lors des évaluations.

Huit séances ont pu être organisées. Elles portaient sur le sommeil, la nutrition, l'estime de soi, les addictions, le tabac, l'hygiène corporelle et bucco dentaire, les IST et le SIDA.

L'animation, autour d'un outil pédagogique favorise la participation active des détenus.

Personne référente du projet

Marie-Christine SABADIE

Territoire

Maison d'arrêt de Carcassonne

Partenaires opérationnels

Codes II, psychologue maison d'arrêt,

Public cible

Détenus de la Maison d'arrêt

Outils utilisés

- Jeux, Affiches, photolangage. Quizz, brainstorming...
- Diffusion de brochures sur les thématiques traitées,

Points clés de l'évaluation

Un questionnaire de satisfaction et d'évaluation du contenu de l'atelier est diffusé à chaque détenu. Trois réunions ont été organisées avec le CODESTI et les deux psychologues de l'UCSA pour travailler sur la synthèse des divers questionnaires d'évaluation. Ce travail est indispensable car il permet de répondre plus efficacement aux attentes des détenus en adaptant au mieux nos méthodes d'intervention.

Une réunion de bilan pour les ateliers 2012 et de perspectives 2013 s'est déroulée le 15 Février 2013 à la Maison d'Arrêt en présence de la pénitentiaire, de l'UCSA et du Codes II. Les thèmes d'intervention pour l'année 2013 ont été retenus

Perspectives 2013

Reconduction de l'atelier.



Coup de projecteur

L'action a impliqué les détenus comme « acteurs » à part entière.

L'organisation d'un goûter diététique, à la fin de la séance, donne une ambiance conviviale à l'atelier.

PDASR : Plan départemental d'éducation à la sécurité routière

Contexte

En France, l'alcool est la première cause de mortalité chez les jeunes. Il est présent dans 43% des accidents mortels de jeunes la nuit et dans 28% le jour.

12% des jeunes de 17 ans ont un usage régulier d'alcool.

47% des ados qui commencent à boire avant l'âge de 14 ans peuvent développer une dépendance à l'alcool plus tard (contre 9% pour ceux qui ne commencent qu'à 21 ans).

Le CODESTI a répondu à l'appel à projet 2010 du PDASR.

A Carcassonne, à la demande du proviseur du lycée Paul Sabatier sur les comportements à risques des jeunes par rapport à l'alcool, le Codes I I a décidé de mettre en place un projet de prévention sur ce thème, en partenariat avec une troupe de théâtre forum locale TICASA (Troupe de Théâtre Interactif et de Clown Acteur Social de l'Aude).

Objectif général:

Rationaliser la consommation d'alcool chez les lycéens de Paul Sabatier Réduire les risques immédiats liés à cette consommation

Objectifs spécifiques :

- Echanger sur ses représentations en lien avec l'alcool
- Informer les jeunes sur la dangerosité de l'abus et les comportements à risques en lien avec l'alcool
- Informer les jeunes sur les moyens de prévenir ou de réduire les risques liés en particulier à l'alcoolisation massive
- Mobiliser et sensibiliser l'ensemble du réseau des partenaires éducatifs (y compris les parents)
- Optimiser la participation des jeunes dans une démarche de projet en éducation pour la santé, et par extension, concernant leur propre santé
- Renforcer les parents dans leur capacité et leur légitimité de venir interroger la consommation d'alcool de leur enfant
- Renforcer une dynamique équipe éducative/lycéens dans une démarche et des objectifs communs

Objectifs opérationnels:

- Créer un espace de parole et d'échanges avec les jeunes
- Mettre en place des représentations de théâtre forum dans l'établissement scolaire concerné
- Former l'équipe projet (équipe éducative/lycéens) à la méthodologie de projet et les sensibiliser à la thématique alcool
- Informer les parents sur les personnes et lieux ressources sur la thématique alcool et plus largement des addictions, ainsi que concernant le soutien à la parentalité

Méthode / Déroulement

Au mois de Mai 2011, le Codes II a rencontré le chef d'établissement scolaire et le proviseur adjoint du lycée. Cette rencontre a permis de faire le point sur l'état d'avancement du projet et la dynamique de prévention existante au sein du lycée. Effectivement, l'évaluation des animations collectives a démontré un réel intérêt de la part des jeunes pour la thématique de l'alcool.

Ainsi, le projet réajusté à partir des attentes des jeunes, continuera à partir du mois de Septembre 2011

Des axes d'intervention ont pu être définis :

- Election et sensibilisation du CESC au projet
- Mobilisation d'élèves relais volontaires
- Organisation d'une rencontre entre le Codes I I, les élèves relais et les membres du CESC
- Formation des élèves relais à l'utilisation de l'outil du théâtre forum pour les jeunes et les parents
- Conception d'un outil de communication par les jeunes pour les parents

Au mois d'Octobre 2011, le Codes II a recruté les élèves relais issus des classes qui ont été sensibilisés au mois de Janvier 2011. A l'issue de la rencontre, 5 lycéens se sont portés volontaires pour bénéficier de la formation de jeunes relais et créer un temps fort au sein du lycée sur le thème de l'alcool en lien avec l'animation théâtre forum qui sera proposée à l'ensemble des classes de Seconde au mois de Juin 2012.

Au mois de Janvier 2012, une l'ère séance d'animation collective a eu lieu auprès des jeunes.

Cette séance a permis de recenser les attentes des jeunes, relatives à la formation

Les besoins exprimés étaient : un apport de connaissances sur l'alcool et les jeunes, l'alcool en tant qu'addiction, le renforcement des compétences psychosociales des jeunes (savoir dire non), les lieux ressources...Les jeunes ont également manifesté l'envie de découvrir les partenaires locaux investis dans la prévention alcool (AIDea II, CSAPA du centre hospitalier de Carcassonne, association Prévention Routière...)

Au mois d'Avril 2012 la 2ème séance a eu lieu. Les jeunes ont proposé de travailler avec les jeunes de l'association Les Francas investis dans la prévention Alcool, qui a animé une journée portes ouvertes en partenariat avec l'association La Rivière en 2011.

A l'issue de la 3ème séance, les jeunes ont décidé de mettre en place un temps fort au sein du lycée en proposant une animation autour de l'exposition « Alcool par ci, alcool par-là : un peu, beaucoup, à la folie, pas du tout »

Cette animation aura lieu au cours de l'année scolaire 2012/2013

Territoire

Lycée Paul Sabatier à Carcassonne

Personne référente du projet

Maïré Marurai

Partenaires

CSAPA centre hospitalier de Carcassonne Prévention Routière Point Information Jeunesse du centre social de Grazailles Lycée Paul Sabatier à Carcassonne

Public

Toutes les classes de 2^{nde} du lycée Paul Sabatier à Carcassonne

Outils utilisés

- Fonds documentaire du CODES II
- Livret « Alcool, plus d'infos pour moins d'intox ? » INPES
- Cartes des numéros ressources, Drogues, alcool, tabac, info service



Points clés de l'évaluation

Au mois de Janvier 2011, des animations collectives ont été proposées à 3 classes de 2^{nde} sur le thème de l'alcool

Au total cette étape du projet a touché 90 jeunes de 3 classes de 2^{nde} du lycée Paul Sabatier.

Globalement, les animations sur le thème de l'alcool les ont intéressés et fait réfléchir. Un jeune sur 2 pense que la séance va le faire réfléchir sur le thème de l'alcool.

8 jeunes sur 10 ont été satisfaits de l'animation, notamment des activités proposées, de l'apport d'information et de l'ambiance du groupe.

Perspectives 2013

Renforcer les pratiques professionnelles et éducatives des encadrants des jeunes afin de permettre le repérage précoce des jeunes qui développent des problématiques addictives en particulier autour de l'alcool et du cannabis

Coup de projecteur

Ce projet initié au sein du lycée Paul Sabatier a permis de recréer une dynamique de prévention au sein du lycée grâce à la création du Comité d'Education à la Santé et à la Citoyenneté.

Nutrition et précarité

Contexte

L'accès à une alimentation saine et équilibrée est un devoir fondamental qui n'est pas complètement satisfait dans notre pays, notamment pour les plus démunis. C'est pour répondre à ce besoin que le secteur associatif s'est mobilisé fortement depuis les années 1980.

Aujourd'hui, en France, plus de deux millions de personnes bénéficient de l'aide alimentaire. Malgré cette mobilisation, la situation nutritionnelle des personnes en situation de précarité reste très préoccupante : carences nutritionnelles, prévalence de l'obésité. Travailler sur l'alimentation avec les personnes en situation de précarité ne peut se réduire à la seule considération de la qualité nutritionnelle de leurs apports alimentaires. Les difficultés qu'elles rencontrent au quotidien et les différentes dimensions : affective, relationnelle et culturelle notamment, de l'acte alimentaire doivent être prises en compte.

Pour 2012:

Le projet « nutrition et précarité » s'inscrit dans la volonté :

de professionnels encadrant des publics en situation de précarité (Lieux ressources de Carcassonne, Limoux, Castelnaudary, le GEM de Carcassonne et de Narbonne, l'association PEP'S Aude de Lézignan de travailler à l'élaboration d'un projet départemental commun avec l'aide du Codes I I qui assure la formation à la méthodologie de projets.

Un comité de pilotage a été constitué, en 2012 il s'est réuni une fois le 25 janvier, il est composé des représentants des structures impliquées dans le projet, de l'ARS, de la DDCSPP, du Conseil Général, d'un représentant des municipalités concernées.

Objectifs généraux :

- Construire une démarche globale et cohérente au niveau du territoire départemental, en fonction des demandes et des besoins d'organismes accueillant des publics précaires, en matière de nutrition (alimentation et activité physique)
- Favoriser la prise de conscience, auprès d'un public en situation de précarité, de la nécessité d'une meilleure nutrition pour accéder à un mieux être.

A-Constitution d'un groupe projet :

Objectifs spécifiques:

- Engendrer ou renforcer une dynamique entre les professionnels concernés pour aboutir à l'élaboration d'un projet autonome dans chaque structure.
- Favoriser le développement d'actions d'éducation nutritionnelle et de promotion de l'activité physique auprès des populations précaires dans les lieux qui les accueillent.

Méthode/déroulement:

Ce groupe est composé des professionnels de chaque structure impliqués directement dans l'action auprès du public précarisé. Ils ont contribué ainsi à l'élaboration du projet départemental.

Le contenu du projet commun a été construit en fonction des besoins (thèmes, méthodes, stratégies ...), des acteurs mobilisés dès le départ (ceux qui ont sollicité le CODESTI) et des spécificités de chaque structure.

Le CODESTI assure la coordination, la formation et le soutien des projets émergeants dans chaque structure.

Une fiche projet a été élaborée pour chaque structure.

Le CODESTI assure également le renforcement des compétences des professionnels en organisant un module de formation : une séance de 3 heures tous les deux mois, soit six séances par an qui portent sur :

- l'utilisation des outils pédagogiques nutrition au service de l'animation,
- la méthodologie de projets,
- l'évaluation,
- la valorisation des projets,
- le partenariat,
- le suivi du budget.

Lors de cette formation des outils d'évaluation communs ont été élaborés. Ils s'adressent au public touché par le projet mais également aux encadrants et aux intervenants.

B- Ateliers en direction des publics des diverses structures :

Objectifs spécifiques :

- Participer à des actions d'éducation nutritionnelle et d'activité physique
- Rompre son isolement et recréer du lien social
- S'approprier des informations et des connaissances et les réutiliser
- S'autoriser à prendre soi

Ces ateliers d'une durée de 3h environ se déroulent chaque semaine dans chaque structure. Ils sont animés par des intervenants spécialistes de la thématique abordée et d'un animateur de la structure qui fait du lien entre les divers ateliers et qui les évalue à l'aide des outils créés à destination du public mais également des animateurs, des encadrants.

Deux types d'ateliers ont lieu :

• Nutrition : équilibre alimentaire, budget, utilisation des produits de saison, approvisionnement, conservation, congélation, hygiène de la cuisine. Certains ateliers sont développés à partir d'un atelier cuisine : au GEM de Carcassonne et de Narbonne, au Lieu Ressources de Limoux.

Le Codes II a développé des modules nutrition dans chacune des cinq structures.

■ Prendre soin de son corps : gestion du stress, gymnastique douce, socio-esthétique, marche, sorties nature à la découverte des plantes de saison.

Ces ateliers sont l'occasion d'échanger, de partager des connaissances, des expériences, de découvrir des activités, de faire appel à la créativité.

C- Ouverture en 2012 du projet à d'autres structures désireuses de l'intégrer :

Association « Couleurs Citoyennes » à Carcassonne, Centre social de Trèbes.

Un préalable a été posé à cette ouverture : la nécessité d'adhérer à la méthodologie du projet cadre, notamment à l'évaluation.

Un module de 5 ateliers a été organisé dans chaque structure.

D- Organisation d'une journée de valorisation qui s'est déroulée le 5 Juin 2012 à Carcassonne.

Cette journée a été l'occasion aux diverses structures qui ont participé au projet de présenter, sous forme de stands, les ateliers qu'elles ont développé tout au long du projet. Ces stands très interactifs : vidéos, photos, jeux, présentation d'exercices d'activité physique, de danses, de dégustation, de découverte des sens ont permis à un nombreux public de participer activement.

Le matin une nutritionniste de l'IREPS Languedoc Roussillon a présenté aux participants les déterminants qui influencent notre alimentation : culture, budget, habitudes alimentaires, âge...

Personne référente du projet

Marie-Christine Sabadie

Territoire

Aude

Partenaires

- Accompagnateurs des principaux lieux ressources du département (Carcassonne, Castelnaudary, Limoux, du Groupe d'Entraide Mutuelle de Carcassonne et de Narbonne, l'association PEP'S Aude.
- Coordonnatrice de l'association « Couleurs citoyennes », conseillère en économie familiale et sociale du centre social de Trèbes.

Public cible

Personnes en situation de précarité fréquentant les lieux ressources de Limoux, Castelnaudary, Carcassonne, l'association PEPS Aude, l'association « Couleurs citoyennes ».

Pour le Centre social de Trèbes les ateliers accueillaient parents et enfants autour d'une même activité.

Le public du GEM de Carcassonne et Narbonne est constitué de personnes en situation de précarité et ayant un handicap psychique.

Outils utilisés

- Photolangage, petit resto, boites surprises, coffrets pédagogiques, jeu de cartes, classeur « alimentation à tout prix »
- Affiches et brochures de l'INPES, du CERIN
- Atelier cuisine

Points clés de l'évaluation

Fiches de présence, comptes rendus, grilles de suivi... L'étude des questionnaires de satisfaction et ceux d'évaluation des connaissances nous permettent d'évaluer le processus, le résultat de cette action.

Perspectives 2013:

L'action ne va pas se poursuivre en l'état, cependant une dynamique s'est créée qui va permettre aux divers partenaires impliqués de fédérer autour d'eux d'autres structures pour bâtir ensemble un projet nutrition sur leur territoire. C'est le cas des territoires de Lézignan, Castelnaudary, Limoux-Quillan.

Cette action s'intègre pleinement dans la « commission départementale nutrition », où la précarité est la problématique transversale aux diverses populations, enfant, jeunes, adultes, personnes âgées.



Coup de projecteur

Les réunions régulières du groupe projet ont contribué à créer une dynamique départementale des professionnels au service de la nutrition et de la précarité.

La participation, la convivialité, le côté affectif et culturel de l'alimentation, la forme ludique des ateliers ont contribué avant toute chose à favoriser le lien social.

Formations initiales et continues, interventions dans le cadre de manifestations et prestations à la demande



Action de prévention de l'hygiène bucco-dentaire M'T dents

Contexte

Depuis janvier 2007, un rendez-vous de prévention, sous forme d'un examen bucco-dentaire chez un chirurgien-dentiste de leur choix, est proposé aux parents ayant un enfant de 6 ans. Les parents n'avancent rien, l'assurance maladie règle directement l'examen au chirurgien-dentiste. Les soins consécutifs sont remboursés à 100 %.

Malgré ce dispositif un grand nombre d'enfants ne bénéficie pas de cet examen.

La CPAM fait appel depuis plusieurs années au CODES II pour mener une action auprès des scolaires qui permettra le recours à cet examen.

Objectifs

- Compléter et/ou faire acquérir des connaissances en matière d'hygiène bucco-dentaire.
- Inciter fortement à la réalisation de l'examen de prévention et aux soins consécutifs.

Méthode / Déroulement

- Prise de contact avec les directeurs des écoles concernées
- Informer les parents sur l'action lors des réunions de rentrée scolaire
- Education collective des enfants autour des quatre messages suivants :
 - I- Importance de l'hygiène bucco-dentaire (le brossage, quand, comment...)
- 2- Justification d'une alimentation équilibrée et variée
- 3- Rôle du fluor
- 4- Nécessité d'un contrôle régulier de l'état bucco-dentaire par un praticien et explications sur ce qu'est un examen bucco-dentaire.

Personne référente

Elodie Lagneaux

Territoire

Carcassonne

Partenaires

CPAM de l'Aude.

Public cible

10 classes de CP des écoles de : Barbès, Fabre d'Eglantine, Isly, La Prade, Les Serres, Immaculée, Ste Marie/ST Michel, Cazilhac, Isly, Berthelot

Outils utilisés

- CD-Rom : Le temps des dents
- Valisette « Signaline »
- Mâchoire géante
- Brochures de l'INPES, CERIN, UFSBD, brochures spécifiques à la campagne M'T dents : Assurance Maladie

Perspectives 2013

Reconduction de l'action à la demande de la CPAM.

Participation au jury des BTS section médicosociale au Lycée Jules Fil à Carcassonne

Contexte

Dans le cadre de la formation des élèves de BTS de la section médico-sociale du Lycée Jules Fil à Carcassonne, le CODESTI est amené à intervenir sur la méthodologie de projets à la demande des enseignants.

Le Codes I I accueille également des élèves en stage professionnel,

Cette collaboration active amène le chef de travaux de cette section à demander la participation du CODESTI au Jury des BTS.

Objectifs

- Participer, au côté d'enseignants, au jury de l'oral des élèves de BTS « section médico-sociale ».
- Donner son avis de professionnel de l'éducation pour la santé et notamment de la méthodologie de projets lors de la présentation du projet des élèves.

Territoire / Lieu

Lycée Jules Fil à Carcassonne

Personne référente

Marie-Christine Sabadie

Partenaires

Enseignants

Public cible

Elèves de BTS

Points clés de l'évaluation

Grille d'évaluation

Perspectives 2013

Interventions renouvelées chaque année.



Coup de projecteur

Il est intéressant d'être associé à toutes les étapes de la formation des élèves : formation théorique, stage au sein de notre structure, examen.

Interventions au Lycée de Pezens

Contexte

Dans le cadre des formations du Lycée professionnel de Pezens, le CODESTI est amené à intervenir, à la demande des enseignants, auprès de diverses formations notamment celles concernant : les auxiliaires de vie et la formation aux concours médico-sociaux.

Objectifs

- Participer aux formations : des auxiliaires de vie et aux concours médico-sociaux (infirmiers, assistants sociaux, éducateurs...)
- Présenter la thématique des accidents domestiques des enfants et des personnes âgées : épidémiologie, prévention, éducation.

Territoire / Lieu

Lycée de Pezens

Personne référente

Marie-Christine Sabadie

Partenaires

- Enseignants
- Intervenants du module de la formation « Auxiliaire de vie » et « concours médico-sociaux »

Public cible

Stagiaires en formation

Points clés de l'évaluation

- Questionnaire de satisfaction diffusé à la fin de l'intervention.
- Quizz de connaissances avant et après l'intervention.

Perspectives 2013

Interventions renouvelées chaque année.

Coup de projecteur

Stagiaires très impliqués dans leur formation, enrichissent les échanges par leur expérience personnelle au cours des stages de mise en situation.

Interventions dans le cadre de manifestations et évènements santé

Contexte

Dans le cadre de la manifestation Festi'Jeunes organisée par l'EPGV tous les ans, le partenaire a fait appel au CODESTI pour une intervention autour de la nutrition.

Le Codes participe depuis quelques années aux parcours du cœur à Carcassonne. Cette action est portée par la fédération française de cardiologie en partenariat avec la mairie de Carcassonne. En 2011 et 2012, pour rendre le stand du Codes plus intéractif, des ateliers pédagogiques pour les enfants ont été animés en complémentarité de la documentation.

Le Codes I I, également partenaire d'Adoc I I, participe à la journée « Capital santé et Dépistages » et partenaire de la DDCSPP, participe à la journée Sport et Santé.

Enfin, le Codes I I est partenaire de la mairie de Carcassonne dans le cadre de la Fraich'Attitude en juin du mois des saveurs en Octobre.

Objectifs

Sensibiliser les enfants et leurs parents à l'équilibre alimentaire

Territoire / Lieu

Parcours du Cœur : Salle du Dôme à Carcassonne le samedi 31 Mars 2012 Capital santé et Dépistages : Salle du Dôme à Carcassonne le samedi 12 Mai 2012

Fraich'Attitude : à Carcassonne les 1er, 4 et 6 Juin 2012

Sport Santé : Cité administrative à Carcassonne le 20 septembre 2012 Mois des saveurs : structure Albert Domec à Carcassonne en Octobre 2012

Personne référente

Elodie Lagneaux

Partenaires

EPGV

Mairie de Carcassonne

Fédération française de cardiologie

Public cible

Tout public avec un accent sur les enfants de 5 à 13 ans

Perspectives 2013

Interventions renouvelées chaque année.

Coup de projecteur

Les interventions sous forme intéractive, ateliers pédagogiques, sont très appréciées des enfants et des parents.

Formations continues des membres de l'équipe



Elodie LAGNEAUX

- 2^{ème} rencontre PESAP : La Promotion de l'activité physique chez le jeune enfant : une priorité pour demain, le 20 avril 2012 à Montpellier
- Colloque « Education au goût » organisé par la DRAAF et la DAAC, le 3 octobre 2012 à

Sophie CONEJERO

Formation à l'utilisation de l'outil « Image des Corps », Ireps Lr à Béziers